**REPUBLIQUE DE GUINEE**

**DECEMBRE 2018**

**Travail – Justice - Solidarité**



**ENQUETE DE PERCEPTION SUR LES REFORMES DANS LES SECTEURS DE LA JUSTICE, DES FORCES DE DEFENSE ET DE SECURITE PAR LES POPULATIONS GUINEENNES**

***RAPPORT FINAL***

**INITIATION ET FINANCEMENT : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)**

***AGENCE D’EXECUTION: Stat View International www.statviewinternational.com***

Table des matières

[LISTE DES ACRONYMES 3](#_Toc531359522)

[REMERCIEMENTS 4](file:///C:\Users\DJIBA%20STAT%20VIEW\Desktop\PNUD%202_Transcriptions\Rapport%20PNUD%20Securite%20et%20Justice_28112018.docx#_Toc531359523)

[RESUME EXECUTIF 5](#_Toc531359524)

[CHAPITRE I : GENERALITES 7](#_Toc531359525)

[I.1 INTRODUCTION 7](#_Toc531359526)

[I.2 CONTEXTE ET JUSTIFICATION 9](#_Toc531359527)

[I.3 OBJECTIF DE L’ETUDE 11](#_Toc531359528)

[CHAPITRE II : METHODOLOGIE 13](#_Toc531359529)

[II.1 METHODES D’EVALUATION 13](#_Toc531359530)

[II.1.1 Enquête individuelle par questionnaire 13](#_Toc531359531)

[II.1.2 Enquête qualitative par interviews approfondies et focus groups 16](#_Toc531359532)

[II.2 : ORGANISATION DE L’ENQUETE 19](#_Toc531359533)

[II.2.1 Phase préparatoire 19](#_Toc531359534)

[II.2.2 Déroulement de l’enquête 20](#_Toc531359535)

[II.2.3 Coordination 21](#_Toc531359536)

[II.2.4 Supervision 21](#_Toc531359537)

[II.2.5 Enquêteurs/animateurs 21](#_Toc531359538)

[II.2.6 TRAITEMENT DES DONNEES 21](#_Toc531359539)

[II.2.7 CONTROLE QUALITE 22](#_Toc531359540)

[II.2.8 Atouts et difficultés dans la réalisation de l’enquête sur le terrain 23](#_Toc531359541)

[II.2.9 Caractéristiques sociodémographiques des répondants dans les ménages 25](#_Toc531359543)

[CHAPITRE III : PERCEPTION SUR LES REFORMES DU SECTEUR DE LA JUSTICE 26](#_Toc531359544)

[III.1 Perception sur les actions menées dans le cadre des réformes du secteur de la justice 26](#_Toc531359545)

[III.4 Accès à la justice 30](#_Toc531359546)

[III.5 Expérience avec la justice 31](#_Toc531359547)

[III.6 Confiance au système de justice guinéen 32](#_Toc531359548)

[III.7 Satisfaction du système de justice 33](#_Toc531359549)

[III.8 Corruption dans le système de justice guinéen 34](#_Toc531359550)

[CHAPITRE IV : PERCEPTION SUR LES REFORMES DU SECTEUR DE DEFENSE ET DE SECURITE 36](#_Toc531359551)

[IV.1 Perception des actions menées dans le cadre des réformes dans le secteur de la sécurité 36](#_Toc531359552)

[VI.2 Perception sur la situation sécuritaire dans leur lieu de résidence 38](#_Toc531359553)

[IV.3 Degré de satisfaction à l’égard des services de sécurité 41](#_Toc531359554)

[IV.4 Degré de confiance à l’égard des services de défense et de sécurité 44](#_Toc531359555)

[IV.5 Appréciation des réformes engagées dans le secteur de la sécurité en général 45](#_Toc531359556)

[IV.6 Corruption dans le secteur de la sécurité 47](#_Toc531359557)

[CHAPITRE V : RECOMMANDATIONS 49](#_Toc531359558)

[Annexe 50](file:///C:\Users\DJIBA%20STAT%20VIEW\Desktop\PNUD%202_Transcriptions\Rapport%20PNUD%20Securite%20et%20Justice_28112018.docx#_Toc531359559)

|  |  |
| --- | --- |
| LISTE DES ACRONYMES | |
|  |  |
| **CEDEAO** | Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| **CPOSC** | Conseil Préfectoral des Organisations de la Société Civile |
| **CSM** | Conseil Supérieur de la Magistrature |
| **FDS** | Forces de Défense et de Sécurité |
| **FGD** | Focus Group de Discussion |
| **GNF** | Franc Guinéen |
| **HCDH** | Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme |
| **IA** | Interview Approfondie |
| **INS** | Institut National de la Statistique |
| **OPJ** | Officiers de la Police Judiciaire |
| **PARJU** | Projet d'Appui à la Réforme de la Justice |
| **PBF** | Fonds de Consolidation de la Paix |
| **PNDS** | Politique Nationale de Défense et de Sécurité |
| **PNUD** | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| **PTF** | Partenaires Techniques et Financiers |
| **RSS** | Réforme du Secteur de Sécurité |
| **SNAP** | Stratégie Nationale d'Actions Prioritaires |
| **SVI** | Stat View International |
| **TPI** | Tribunal de Première Instance |
| **UA** | Union Africaine |
| **ZD** | Zone de Dénombrement |

# REMERCIEMENTS

L’Enquête de perception sur les reformes des secteurs de la Justice, de la Défense et de la Sécurité est (EPJDS 2018) est une initiative du Programme des Nations Unies Pour le Développement (PNUD) qui s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des projets “Appui Conseil stratégique RSS”, “Appui au renforcement de la chaine pénale et lutte contre l’impunité en Guinée financés par le PBF et mis en œuvre conjointement par le PNUD et le HCDH.

Cette enquête a été rendue possible grâce à la collaboration de certains Responsables des secteurs concernés, des autorités à tous les niveaux, des organisations de la société civile, des médias et des populations. D’une manière générale, cette enquête a été bien accueillie par les autorités et les populations de toutes les localités traversées. Les autorités ont souhaité même qu’il y ait la restitution des résultats de cette étude dans leurs localités respectives. Nos remerciements s’adressent particulièrement aux responsables et cadres ci-après

**Zone spéciale de Conakry** : le Chef de Cabinet du Gouvernorat de la ville, le Procureur Général, le point focal des réformes à la Douane et les femmes venant des associations notamment des défenses des droits de l’Homme ;

**Coyah** : Le préfet ;

**Gaoual**: Le préfet ;

**Mamou** : le Gouverneur, le Directeur Préfectoral de la Jeunesse, le Secrétaire Général de la Commune ;

**Pita**: le Commandant de la Gendarmerie et le Maire élu de la commune urbaine ;

**Tougué**: le Secrétaire Général chargé des collectivités décentralisées, le Maire élu de la commune urbaine et Mr Thierno Sadou Diallo, conseiller communal ;

**Labé** : le Gouverneur, le Secrétaire Général chargé de l’Administration, le Président du Tribunal de Première Instance et le Substitut du Procureur ;

**Kankan** : le Préfet et le Procureur du Tribunal de Première Instance ;

**N’Zérékoré** : le Gouverneur, le préfet, le Secrétaire Général de la commune urbaine et les acteurs de la société civile

**Gueckédou** : le Commissaire principal de la sécurité routière

Notre profonde reconnaissance va également à l’endroit des responsables des quartiers et secteurs enquêtés. La méthodologie, les outils de collecte et le rapport de l’enquête ont été améliorés grâce à la contribution des responsables du PNUD. Notre sincère reconnaissance à tout le staff de cette Institution.

Enfin, nos félicitations et encouragements s’adressent à tous les enquêteurs, animateurs, guides, analystes et rédacteurs pour la qualité du travail accompli.

# RESUME EXECUTIF

Le bilan de soixante ans d'indépendance, en matière de relations entre l'armée et le pouvoir et entre l'armée, les forces de sécurité et les citoyens guinéens est très préoccupant. L’évaluation du secteur de sécurité en mai 2010 avec l’appui de la Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO), de l’Union Africaine (UA) et des Nations Unies a dressé un tableau préoccupant de la situation du secteur (incluant la justice).

C’est pourquoi, Monsieur le Président de la République, a inscrit la réforme des secteurs de la justice et de la sécurité parmi ses priorités dans un contexte de renouveau démocratique. En 2011, les échanges entre les acteurs de la réforme et la société civile, ont permis de formuler 317 recommandations et de définir la feuille de route du processus de réforme. D’où la mise en œuvre d’importantes initiatives dans les secteurs de la justice et de la défense et sécurité. Comme ces réformes ont impacts immédiats sur la vie des citoyens, leur perception est très importante pour apprécier les avancées. C’est pourquoi, cette enquête de perception des populations sur les reformes a été conjointement initiée par le PNUD et le HCDH sur financement du PBF.

L’enquête a été réalisée par Stat View International qui a combiné deux méthodes de collecte des données à savoir la méthode quantitative (interviews individuelles par questionnaire) et la méthode qualitative (interviews approfondies et focus groups). La méthode quantitative a été conduite auprès de 1044 répondants à partir d’un échantillon aléatoire représentatif de la population adulte de 18 ans et plus avec une marge d’erreur de 5%. Le volet qualitatif a été réalisé à travers des interviews approfondies et des focus groups. Au total, 25 interviews approfondies ont été réalisées auprès des responsables de la réforme et des acteurs de la société civile y compris les médias. Les focus groups, au nombre de 18, ont été animés auprès de 180 adultes hommes et femmes provenant majoritairement des organisations de la société civile, des associations et groupements.

Selon l’enquête, un tiers des répondants a une opinion positive du système de justice guinéen (34%). Quant au milieu de résidence des répondants, le pourcentage le plus élevé est enregistré en milieu rural (38%), ensuite dans les villes de l’intérieur (35%) et enfin à Conakry (29%). Plus de la moitié des répondants (52% et 57% respectivement) ont déclaré que « Le système judiciaire n’est pas indépendant des pouvoirs politiques » et « Les jugements rendus sont injustes ». De même, seulement un tiers des enquêtés a déclaré faire confiance aux personnels judiciaires. L’accès aux tribunaux serait lié au niveau de revenus, selon 98% des guinéens. En effet, 98% des répondants ont déclaré que les tribunaux sont accessibles aux citoyens à revenus élevés contre seulement 45% pour ceux à revenus moyens et 15% pour ceux a revenus faibles.

En outre, seulement un répondant sur cinq a déclaré avoir présentement les moyens financiers de défendre et de faire valoir ses droits devant les tribunaux (21%). Les frais judiciaires (44%) et les coûts de préparation de la cause (34%), sont les principaux obstacles à l’accès aux tribunaux. De façon générale, 29% des répondants ont déclaré faire confiance au système de justice guinéen. En tenant compte du genre des répondants, les hommes ont plus confiance à la justice que les femmes (32% contre 26%). Ce pourcentage est plus élevé en milieu rural (34%), ensuite dans les autres villes (29%) par rapport à Conakry (21%).

En termes de satisfaction, ce sont également 29% des répondants qui ont déclarés être satisfaits du système de justice guinéen. Pour plus de trois quarts des répondants, le phénomène de la corruption dans le secteur de la justice est fréquent voire très fréquent (76%). C’est à Conakry que le pourcentage des répondants soutenant cette opinion est le plus élevé (89%).

Par ailleurs, 28% des guinéens ne connaissent les reformes menées dans le secteur de la défense et de la sécurité. Ceux qui sont au courant des reformes, apprécient principalement le recrutement, la formation et le déploiement de gardes forestiers, la démilitarisation de la capitale Conakry, la reprise de la formation des policiers, le renforcement de la discipline au sein des Forces de Défense et de Sécurité (77%) et la mise à la retraite de 3.928 militaires engagés entre 1952 et 1975.

A Conakry, la reprise de la formation des policiers est la réforme la plus appréciée (90%). Dans les villes de l’intérieur, c’est plutôt la démilitarisation de la capitale Conakry (80%) tandis qu’en milieu rural, c’est le recrutement, la formation et le déploiement de gardes forestiers (86%).

Plus de deux-tiers des guinéens estiment que leur quartier est sécurisé (68%). Toutefois, environ un répondant sur quatre a déclaré qu’il lui arrive souvent et même très souvent de ne pas se sentir personnellement en sécurité dans son quartier/district (23%). Pour cause, les problèmes liés à la vente ou à la consommation d’alcool ou de drogues, les actes de vol, brigandage, vandalisme et les conflits liés aux domaines.

Plus de la moitié des répondants s’estiment très satisfaits / satisfaits des services offerts par les forces de défense et de sécurité en général (53%). Cette satisfaction est plus exprimée par les hommes (55%) que par les femmes (50%). Par rapport au milieu de résidence, c’est dans les villes de l’intérieur et en milieu rural que les pourcentages des répondants partageant cette opinion sont les plus élevés, respectivement 55% et 54%. Alors qu’à Conakry, ce pourcentage n’est que de 47%.

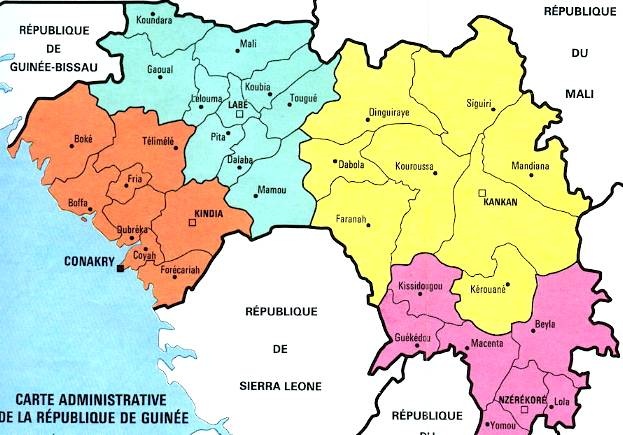
En outre, les corps pour lesquels les répondants sont les plus satisfaits sont les Forces armées (68%), les Gardes Forestiers/Conservateurs de la nature (54%) et la Gendarmerie (53%). De même, la majorité des guinéens ont confiance à ces trois corps et apprécient positivement les changements intervenus dans le secteur de la sécurité en général depuis 2010. Cette appréciation est plus marquée chez les hommes (53%) que chez les femmes (48%). C’est dans les villes de l’intérieur que le pourcentage des répondants appréciant positivement ces changements est le plus élevé (53%), suivi du milieu rural (50%) et de Conakry (45%).

Plus d’un tiers des répondants ne connaissent pas les conditions de détention dans leur préfecture/commune (35%). Néanmoins, 20% des répondants ont une opinion positive sur les conditions de détention dans leur préfecture/commune. Ce pourcentage est plus élevé dans les villes de l’intérieur (25%), ensuite en milieu rural (21%) et enfin à Conakry (12%). Le pourcentage des hommes partageant cette opinion est plus élevée (24%) que celui des femmes (17%).

Concernant la présence du phénomène de corruption dans le secteur de la sécurité, 71% des répondants estiment que c’est une pratique fréquente voire très fréquente. Par rapport au milieu de résidence, Conakry enregistre le pourcentage le plus élevé (86%), ensuite les villes de l’intérieur (69%) et enfin en milieu rural (68%).

# CHAPITRE I : GENERALITES

## I.1 INTRODUCTION

La République de Guinée est un pays côtier située en Afrique Occidentale. Elle a une superficie de 245 857 Km². Elle est limitée à l’Est par la Côte d’Ivoire, au Sud par le Liberia et la Sierra Leone, au Nord par le Sénégal et le Mali, à l’Ouest par l’Océan Atlantique et la Guinée Bissau. Sa population était estimée à 10 523 361 habitants en 2014 (INS). Elle comprend quatre régions naturelles plus la zone spéciale de Conakry.

Les régions naturelles sont assez distinctes et homogènes du point de vue géo écologique. Le pays doit cette originalité à son milieu naturel qui se caractérise par des contrastes climatiques, des barrières montagneuses et l’orientation des reliefs qui se combinent pour donner à chaque région des particularités du point de vue climat, sols, végétation et mode de vie des populations.

Sur le plan administratif, la République de Guinée est subdivisée en sept Régions dirigées chacune par des Gouverneurs de Régions et ayant sous leur tutelle des Préfectures administrées par des Préfets. La Ville de Conakry, capitale administrative et économique du Pays, a le statut particulier de Région ayant à sa tête un Gouverneur, Président du Conseil de Ville qui coiffe Cinq Maires de Communes élus. Le pays compte trente-trois (33) préfectures subdivisées chacune en sous-préfectures et quartiers urbains ou districts ruraux. Au niveau de chaque chef-lieu de Préfecture, un Conseil Communal est élu avec à sa tête un Maire

Au plan économique, le secteur minier représente une part importante des revenus intérieurs du pays. On y trouve des zones aurifères (Siguiri, Dinguiraye), diamantifères (Kérouané, Banankoro, Macenta) et des zones Bauxitiques (Fria, Kindia, Boké, Boffa, Kamsar et Sangaredi). L'or et le diamant font l'objet d'une exploitation à la fois traditionnelle et industrielle alors que la bauxite est exploitée de façon industrielle. Ces zones minières constituent des pôles d'attraction des populations actives en quête d’emplois.

Malgré ces richesses, la Guinée est classée parmi les pays les moins avancés et enregistre de faibles performances en matière d’indicateurs socio-économiques : elle arrive 15ème au classement 2018 des pays qui produisent le moins de richesses par habitant avec un produit intérieur brut par tête de 741 dollars. Le PIB de la Guinée est de 9,86 milliards de dollars.

Bien que sur le plan social, la Guinée soit considérée comme un pays stable dans la sous-région de la CEDEAO, le pays est souvent traversé par des troubles civils importants et reste politiquement fragile. La faiblesse de la gouvernance et la sous-utilisation des ressources naturelles, pourtant nombreuses et diversifiées ont abouti à faire de sa population une parmi les plus pauvres du monde.

Le bilan de près de soixante ans d'indépendance, en matière de relations entre l'armée et le pouvoir et entre l'armée, les forces de sécurité et les citoyens guinéens est très préoccupant. La réforme du secteur de la sécurité (RSS) est indispensable pour redéfinir les fonctions des forces de défense et de sécurité, éduquer et professionnaliser les forces, restaurer la justice, recréer des relations de confiance civilo-militaires, penser à la réconciliation nationale.

Le dysfonctionnement généralisé du secteur de sécurité qu’a connu le pays ces dernières années, a amené les autorités à engager le processus de réforme dudit secteur. L’adhésion au principe de réforme a conduit à l’évaluation du secteur en mai 2010. Cette évaluation en a posé le diagnostic et formulé 162recommandations parmi lesquelles la tenue d’un séminaire national sur la réforme du secteur de sécurité.

C’est ainsi que Monsieur le Président de la République, à l’ouverture des travaux de ce séminaire en 2011, en a défini la vision et manifesté la volonté politique de son gouvernement à conduire le processus de la RSS avec l’ensemble des forces vives de la Nation. Ce séminaire, ayant servi de cadre d’échanges et de partages entre les différents acteurs et la société civile, a permis de formuler 317 recommandations et de définir la feuille de route du processus de réforme.

 Cette vision politique plus large est celle de **«**…bâtir en Guinée un État de droit démocratique fondé sur les valeurs d’une société pluriethnique riche de sa diversité culturelle, sur les valeurs universelles contenues dans la Charte des Nations Unies, de l’Union Africaine et dans notre Constitution… et faire face aux défis de développement, pour répondre aux attentes des millions de Guinéens ».

Egalement, la réforme du secteur de sécurité s’est inscrite dans un contexte de renouveau démocratique, résolument tournée vers l’avenir en jetant les bases d’une véritable politique de développement qui tient compte des contextes national et international, marqués par de multiples mutations. La réforme du secteur de sécurité se fait aussi avec l’appui et l’expertise coordonnés des Partenaires Techniques Financiers (PTF).

Ainsi, le changement envisagé se déroule dans la logique d’une politique de refondation des institutions de Sécurité, de la Justice, de l’Etat et de la Modernisation de l’Administration. La lettre et la déclaration de politique élaborées en décembre 2012, déclinent la vision du Chef de l’Etat sur la réforme et en décrivent l’orientation générale afin de bâtir un Etat de droit fondé sur les valeurs universelles des droits humains.

La Politique Nationale de Défense et de Sécurité (PNDS) quant à elle, élaborée en novembre 2013, est globale et intègre les différentes politiques, les attentes ainsi que les aspirations des populations en matière de défense et de sécurité. Elle constitue aussi le cadre de référence de l’ensemble des acteurs intervenant dans la Réforme du Secteur de Sécurité.

Les politiques sectorielles validées en février 2014, prennent en compte les attentes des populations évoquées lors de la consultation nationale pour l’élaboration de la PNDS, les recommandations des différents rapports sur chaque secteur et les orientations globales et spécifiques sur l’évaluation du secteur de sécurité.

La Stratégie Nationale d’Actions Prioritaires (SNAP) » en Mai 2014 récapitule l’ensemble des actions prioritaires pour la réussite de la réforme. Egalement elle prend en compte les questions d’intersectorialité, la dimension genre et la protection des droits humains qui sont des enjeux majeurs de la RSS.  Dans le domaine de la RSS, le Gouvernement a entrepris d’importantes initiatives depuis l’évaluation du secteur en 2010. Pour plus des détails, conférer contexte et justification.

## I.2 CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L’évaluation du secteur de sécurité en mai 2010 avec l’appui de la Communautés Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) de l’Union Africaine (UA) et des Nations Unies a dressé un tableau préoccupant de la situation du secteur (incluant la justice). Au nombre des problèmes identifiés, on note entre autres la confusion des rôles, attributions et responsabilités des différents corps des forces de défense et de sécurité, l’absence d’une politique et d’une pratique de gestion des ressources humaines, la quasi inexistence d’une formation initiale et continue, l’absence de mécanismes de contrôle et de graves dysfonctionnements du système judiciaire (corruption, incapacité du parquet à contrôler les abus des FDS et le travail des officiers de police judiciaire, de la police et de la gendarmerie).

Au sortir de la Transition politique en décembre 2010, le pouvoir judiciaire, pilier essentiel pour la consolidation de l’Etat de droit et la démocratie et les forces de défense et de sécurité, garantes de la stabilité et de paix dans le Pays faisaient ainsi l’objet de critiques.

La réforme du secteur de la sécurité et de la justice figurait donc au nombre des priorités des autorités de la troisième République qui ont organisé un Séminaire sur la réforme du secteur de sécurité et les Etats Généraux de la Justice dès le mois de mars 2011.

Le séminaire national sur la réforme du secteur de sécurité tenu à Conakry du 28 au 31 mars 2011 a favorisé la mobilisation de l’ensemble des acteurs de sécurité et le lancement du processus de la reforme par la mise en place d’une feuille de route basée sur les recommandations du rapport d’évaluation du secteur de sécurité.

S’agissant des Etats Généraux de la Justice, cette rencontre entre professionnels de la Justice a permis de dresser un tableau exhaustif des dysfonctionnements du système judiciaire guinéen, ainsi que leurs causes.

Au nombre des problèmes soulevés figuraient entre autres la caducité des textes juridiques, le besoin d’internalisation des engagements internationaux pris par le pays dans les textes nationaux, le manque d’indépendance de la justice, le manque ou la vétusté des infrastructures judiciaires, l’insuffisance du personnel, etc.

Dans le domaine de la RSS, le Gouvernement avec l’appui des partenaires, a entrepris d’importantes initiatives :

* Le recensement biométrique des forces armées, la mise à la retraite de 3.928 militaires engagés entre 1952 et 1975 au 1er janvier 2012 et la cartographie de la police ;
* La démilitarisation de la capitale Conakry et le renforcement de la discipline au sein des FDS ;
* La révision du cadre légal avec l’élaboration de textes législatifs et réglementaires devant régir les forces de défense et de sécurité : code de justice militaire, statut général et statuts particuliers des militaires, code de conduite et règlement du service dans l’armée, statuts spéciaux de la police nationale et de la Protection Civile, loi sur le maintien de l’ordre , lois de programmation militaire, code de discipline de la police et de la protection civile, codes de déontologie de la police et de la protection civile, codes des douane, régime juridique des établissements pénitentiaires, statut des gardes pénitentiaires, etc. ;
* L’élaboration d’une lettre de politique de la RSS, d’une politique nationale de Défense et de sécurité (PNDS), des politiques sectorielles de sécurité, de la douane, de la justice et de l’environnement ainsi qu’une Stratégie Nationale d’Actions Prioritaires (SNAP) etc.
* L’opérationnalisation de la justice militaire : élaboration, validation et vulgarisation du code de justice militaire, le recrutement, la formation des magistrats militaires etc. ;
* Le renforcement du contrôle civil et démocratique des forces de défense et sécurité ;
* L’érection de l’Etat-major de la Gendarmerie en Haut Commandement de la Gendarmerie Nationale – Direction de la Justice Militaire et de la Direction nationale des douanes en Direction Générale des Douanes ;
* Le recrutement et la formation de 4015 nouveaux fonctionnaires de la Police Nationale et de la Protection Civile ;
* La mise en œuvre de la Police de proximité (Conakry et Nzérékoré) ;
* La création/opérationnalisation du corps paramilitaire des Conservateurs de la nature et recrutement, formation ainsi que le déploiement de deux mille gardes forestiers ;
* Le renforcement de la supervision et du contrôle des OPJ par le Parquet avec la reprise de la procédure d’habilitation des OPJ par le Procureur ;
* La rénovation des infrastructures des écoles de Police et de Protection Civile de Kagbelen et Kafilia et la reprise de la formation des policiers ;

Dans le domaine de la justice, plusieurs actions ont été mises en œuvre avec l’appui des partenaires techniques et financiers. Ce sont entre autres :

* L’amélioration des textes légaux et réglementaires en internalisant les engagements internationaux auxquels la Guinée est partie prenante : Statut particulier des magistrats, loi portant organisation judicaire et son décret d’application, Code pénal, Code de procédure pénale, Code de justice militaire, … ;
* Révision du cadre légal régissant la Justice avec notamment la création et l’installation du Conseil Supérieur de Magistrature, le CSM (9 juillet 2014) ; l’adoption du statut du personnel de l’Administration pénitentiaire et de la nouvelle organisation et régime juridique des établissements pénitentiaires ;
* Les sanctions disciplinaires prises à l’encontre de magistrats indélicats (blâmes, abattements de grade et même révocation de certains magistrats) ;
* Recrutement des personnels judiciaires : trois promotions de magistrats (150 auditeurs de justice formés, et 50 en cours de formation), 57 huissiers de justice, 8 notaires, 110 greffiers (80 élèves-greffiers formés, et 30 en cours de formation) et 300 agents de l’Administration pénitentiaire ;
* Création d’une Commission pénitentiaire et d’une Commission victimes dans le cadre de la lutte contre l’impunité et pour une meilleure prise en charge des détenus, des victimes et des témoins ;
* La construction et rénovation des infrastructures : construction d’une nouvelle Chancellerie pour le Ministère de la Justice, construction du Palais de justice de Kankan, rénovation de ceux de Coyah, Pita, Dalaba et Boké ;
* Organisation de formations des acteurs judiciaires, notamment en justice juvénile, en administration pénitentiaire et en fonctionnement de la chaîne pénale ; etc.

Depuis 2011 le Système des Nations Unies de concert avec les autres partenaires techniques et financiers soutient la République de Guinée dans les processus de réforme de la justice et du secteur de la sécurité avec notamment le financement du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix.

D’importantes ressources humaines, techniques et financières ont été consacrées à ces deux réformes et les avancées sont notables : le cadre légal s’est beaucoup amélioré ; la discipline des FDS est restaurée et la justice s’est considérablement améliorée. Toutefois, dans la mesure où les réformes du secteur de la sécurité et de la justice ont des impacts immédiats sur la vie des citoyens, leur perception est très importante pour apprécier les avancées. Elle devrait permettre notamment de mesurer le sentiment des citoyens sur le secteur sécuritaire et la justice et de renseigner les institutions de sécurité et de justice sur les gaps tels que perçus par les populations à la base. C’est à ce titre qu’une Enquête de perception auprès des populations en vue de recueillir leurs avis/opinions sur le secteur de la sécurité et la justice est prévue.

Cette enquête s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des projets “Appui Conseil stratégique RSS”, “Appui au renforcement de la chaine pénale et lutte contre l’impunité en Guinée finances par le PBF et mis en œuvre conjointement par le PNUD et le HCDH.

## I.3 OBJECTIF DE L’ETUDE

L’enquête s’inscrit dans le cadre du résultat de la mise en œuvre de deux projets i) « Appui stratégique RSS » et ii) « Appui au renforcement de la chaine pénale et de la lutte contre l’impunité en Guinée », tous deux financés par le Fonds de consolidation de la Paix des Nations Unies et mis en œuvre conjointement par le Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Bureau des Nations Unies aux droits de l’homme (HCDH).

L’objet de la prestation de services est de réaliser une enquête de perception de la population du secteur de la sécurité et de la justice. L’enquête de perception devra comporter deux volets bien distincts pour les deux secteurs. Il s’agira de mesurer le degré de confiance des populations en ces deux entités et d’évaluer leur satisfaction (ou non) en rapport avec les services offerts. L’enquête devra aussi mesurer la perception des acteurs eux-mêmes sur les avancées de leurs secteurs respectifs.

1. **Justice.**

L’enquête devra permettre de déterminer :

* Le degré de confiance des populations en la justice
* Le degré de satisfaction (ou non) des populations en rapport avec les services offerts.
* Comment les populations perçoivent-elles les changements intervenues dans le secteur de la justice (aucun, positif, négatif ; échelle de perception des changements ?)
  + Depuis 2010 ?
  + Depuis les deux dernières années ?
* Quelle est la perception des acteurs judiciaires eux-mêmes sur les avancées de leur secteurs respectifs (aucun, positif, négatif ; échelle de perception des changements ?)
  + Depuis 2010 ?
  + Depuis les deux dernières années ?
* Quels sont les changements les plus remarquables du secteur de la justice ?
* Quels changements restent attendus du secteur de la justice par les populations ?

1. **Le secteur de la sécurité (armée, police, gendarmerie, douane, administration pénitentiaire, conservateurs de la nature)**

L’enquête devra permettre de déterminer, en précisant le cas échéant de façon spécifique les réponses pour l’armée, la police, la gendarmerie, la douane, l’administration pénitentiaire, et le corps des conservateurs de la nature :

* Le degré de confiance des populations aux forces de défense et de sécurité en général
  + Aux militaires en particuliers,
  + Aux autres forces de sécurité (police, gendarmerie, douane, administration pénitentiaire, conservateurs de la nature)
* Le degré de satisfaction (ou non) des populations en rapport avec les services offerts par les FDS
* Comment les populations perçoivent les changements intervenus dans le secteur de la sécurité en général (aucun, positif, négatif ; échelle de perception des changements ?)
  + Depuis 2010 ?
  + Depuis les deux dernières années ?
* Comment les populations perçoivent les changements intervenus dans les différentes forces (aucun, positif, négatif ; échelle de perception des changements ?
* La perception des acteurs eux-mêmes (armée, police, gendarmerie, douane, administration pénitentiaire, conservateurs de la nature) sur les avancées de leur secteurs respectifs (aucun, positif, négatif ; échelle de perception des changements ?)
  + Depuis 2010 ?
  + Depuis les deux dernières années ?
* Quels sont les changements les plus remarquables du secteur de la sécurité ?
* Quels changements restent attendus du secteur de la sécurité par les populations ?

# CHAPITRE II : METHODOLOGIE

## II.1 METHODES D’EVALUATION

Pour la réalisation de cette enquête, deux méthodes ont été combinées : à savoir la méthode quantitative (interviews individuelles par questionnaire) et la méthode qualitative (interviews approfondies et focus groups).

### II.1.1 Enquête individuelle par questionnaire

Pour mesurer la perception des populations sur les secteurs de la sécurité et de la justice, une enquête individuelle par questionnaire a été réalisée auprès des citoyens Guinéens hommes et femmes, âgés de 18 ans et plus. Un questionnaire a été conçu à cet effet. Les 1044 répondants ont été aléatoirement sélectionnés dans les ménages pour répondre au questionnaire à travers une interview individuelle.

La taille de l’échantillon a été calculée selon la formule suivante :



Avec :

: Nombre de ménages à échantillonner

: Valeur déterminée par le niveau de confiance 1-α dans la table de la loi normale centrée réduite. Nous prenons Z=1,96 pour les calculs.

 : Proportion estimée des citoyens guinéens se sentant en insécurité dans leur quartier de 27%[[1]](#footnote-1)

: Marge d’erreur de 5.4%

Partant de ces considérations, la taille de l’échantillon est d’environ 1039. Sur le terrain, la taille finale de l’échantillon obtenu est de 1044 dont la répartition est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Pour le volet quantitatif, 87 secteurs démographiques ou grappes ont été couverts sur tout le territoire national. Dans chaque grappe, 12 ménages ont été sélectionnés aléatoirement par la méthode des itinéraires. Dans chaque grappe, un seul répondant de 18 ans ou plus, choisi aléatoirement, a été interviewé.

**Tableau 1 : Répartition de l’échantillon par site**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Région*** | ***Communes/***  ***Préfectures*** | ***Nombre de ZD*** | | | ***Nombre de répondants*** | | |
| ***Milieu urbain*** | ***Milieu rural*** | ***Total*** | ***Milieu urbain*** | ***Milieu rural*** | ***Total*** |
| **Conakry** | Kaloum | 3 | 0 | **3** | 36 | 0 | **36** |
| Dixinn | 3 | 0 | **3** | 36 | 0 | **36** |
| Matam | 3 | 0 | **3** | 36 | 0 | **36** |
| Matoto | 5 | 0 | **5** | 60 | 0 | **60** |
| Ratoma | 5 | 0 | **5** | 60 | 0 | **60** |
| ***Total*** | ***19*** | ***0*** | ***10*** | ***228*** | ***0*** | ***228*** |
| **Boké** | Boké | 2 | 2 | **4** | 24 | 24 | **48** |
| Koundara | 2 | 2 | **4** | 24 | 24 | **48** |
| ***Total*** | ***4*** | ***4*** | ***8*** | ***48*** | ***48*** | ***96*** |
| **Kindia** | Kindia | 3 | 3 | **6** | 36 | 36 | **72** |
| Coyah | 2 | 2 | **4** | 24 | 24 | **48** |
| ***Total*** | ***5*** | ***5*** | ***10*** | ***60*** | ***60*** | ***120*** |
| **Labé** | Labé | 3 | 3 | **6** | 36 | 36 | **72** |
| Tougué | 2 | 2 | **4** | 24 | 24 | **48** |
| ***Total*** | ***5*** | ***5*** | ***10*** | ***48*** | ***48*** | ***120*** |
| **Mamou** | Mamou | 2 | 2 | **4** | 24 | 24 | **48** |
| Pita | 2 | 2 | **4** | 24 | 24 | **48** |
| ***Total*** | ***4*** | ***4*** | ***8*** | ***48*** | ***48*** | ***96*** |
| **Faranah** | Faranah | 2 | 2 | **4** | 24 | 24 | **48** |
| Dabola | 2 | 2 | **4** | 24 | 24 | **48** |
| ***Total*** | ***4*** | ***4*** | ***8*** | ***48*** | ***48*** | ***96*** |
| **Kankan** | Kankan | 3 | 3 | **6** | 36 | 36 | **72** |
| Siguiri | 2 | 2 | **4** | 24 | 24 | **48** |
| ***Total*** | ***5*** | ***5*** | ***10*** | ***60*** | ***60*** | ***120*** |
| **N’zérékoré** | N’zérékoré | 2 | 2 | **4** | 24 | 24 | **48** |
| Gueckedou | 2 | 2 | **4** | 24 | 24 | **48** |
| Macenta | 3 | 3 | **6** | 36 | 36 | **48** |
| ***Total*** | ***7*** | ***7*** | ***14*** | ***84*** | ***84*** | ***168*** |
| **TOTAL** | | **53** | **34** | **78** | **624** | **396** | **1044** |

**Tableau 2 : Liste des quartiers dans lesquels les grappes ont été aléatoirement sélectionnées**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Les grappes couvertes** | | | | | |
| **Régions** | **Préfectures/**  **Communes** | | **Urbaine** | **Rurale** | |
| **Conakry** | Kaloum | | Coronthie  Boulbinet  Sandervalia | NON APPLICABLE | |
| Matam | | Coléah Centre  Matam Ludo  Bonfi Port |
| Dixinn | | Dixinn Centre  Dixinn Port  Hafia Mosquée |
| Ratoma | | Taouyah Kipé  Lambanyi  Sonfonia gare  Simbaya gare |
| Matoto | | Dabompa plateau  Matoto khabitaya  Yimbaya Ecole  Gbessia port 1  Béhanzin |
| **Région de Kindia** | Kindia | | Abattoir 3  Manquepas  Tafory | Friguiagbé centre, Komoyah (Damakhania) Kolenté centre ; | |
| Coyah | | Quartier nord 2  Doumbouya centre | Kouriah,  Wonkifong | |
| **Région de Boké** | Boké | | Khougnèwadé  Kamsar centre | Kolaboui,  Tanènè | |
| Gaoual | | Khoumbaya  Hafia | Kounsitel  Koumbia | |
| **Région de Mamou** | | Mamou | Almamyah résidence Kimbéli 2 | Dounet centre Konkouré centre |
| Pita | Guèmè 1  Ley sarè | Timbi Madina centre  Bantignel centre |
| **Région de Labé** | | Labé | Pounthioun  Dow sarè  Daka 2 | Popodara centre  Garambé centre  Tountouroun centre |
| Tougué | Tougué 1  Tougué 2 | Tangaly centre  Koïn centre |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Région de Kankan** | Kankan | Kabada 1  Sogbè  Farako 1 | Batè Nafadji centre  Tintioulén centre  Balandou centre |
| Siguiri | Bolibana  Siguiri Koura 1 | Norassoba centre  Kintinian centre |
| **Région de Faranah** | Faranah | Abattoir 1  Tonkolonko 1 | Sandenia centre  Tiro centre |
| Dabola | Dabola koro,  Hamdallaye | Arfamoussaya centre  Bissikrima centre |
| **Région de N’Zérékoré** | N’Zérékoré | Commercial  Mohomou  Nakoyakpala | Bounouma centre  Samoe centre  Koulé centre |
| Macenta | Zézé Bokoni  Patrice | Sérédou centre  Balizia centre |
| Guéckédou | Nyoumoulou,  Macenta Koura | Tékoulo centre,  Nongoa centre |

### II.1.2 Enquête qualitative par interviews approfondies et focus groups

Le volet qualitatif a été réalisé à travers des interviews approfondies (IA) et les focus groups (Hommes et femmes). Il y a eu 25interviews approfondies réalisées sur les 33 prévues. A Conakry, il y a eu 8 interviews approfondies réalisées sur 12. Il est resté 4 interviews approfondies non réalisées, pour la simple raison que les autorités militaires ciblées par l’étude disent n’avoir reçu ni l’information, ni l’autorisation de leur hiérarchie. Ce sont, le Haut Commandement de la Gendarmerie, la Direction de la Police Judiciaire, l’Etat-major Général des Armées, et la Direction de la Police Routière.

Dans les régions administratives de Kindia et Boké, 4 interviews approfondies ont été réalisées sur 5 prévues. La dernière interview non-réalisée devrait se tenir avec le Commandant de la Zone militaire de Kindia. Cet entretien n’a pu avoir lieu parce que le commandant du camp de Kindia dit n’avoir pas reçu d’autorisation de sa hiérarchie.

Pour les régions de Labé et Mamou aussi, 4 interviews approfondies ont été réalisées sur 5 prévues. Cette interview qui n’a pas été réalisée devrait avoir lieu avec un responsable du camp militaire de Labé. Tout comme les autres militaires, lui aussi a dit n’avoir pas reçu d’ordre venant de sa hiérarchie.

Pour les régions administratives de Kankan et Faranah, 4 interviews ont été réalisées au lieu de 6 prévues. Les deux interviews restantes devraient se tenir dans les camps militaires de ces régions. Elles n’ont pas pu être réalisées pour les raisons sus-évoquées.

Pour la région administrative de N’Zérékoré, 5 interviews approfondies ont été réalisées sur les 5 prévues.

En résumé, 8 cas de refus ont été constatés au niveau des forces de défense et de sécurité. Malgré les multiples interpellations et rappels auprès des points focaux de l’activité au PNUD et au HCDH, les efforts des enquêteurs sont restés vains au niveau des entités susmentionnées. Le tableau ci-dessous récapitule les activités du volet qualitatif.

Au total, 18focus groups ont été également animés dans le cadre de cette enquête. Il y avait en moyenne 10 personnes par focus groups. Les participants étaient scindés en des groupes distincts d’hommes et de femmes. Ce sont principalement les membres des organisations de la société civile, des associations et groupements. Pour plus de détails, conférer tableaux ci-dessous.

**Tableau 3 : Répartition des personnes interviewées par région**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Tableau récapitulatif des Interviews approfondies** | | | | |
| **Régions** | **Préfecture** | **Personne Interviewée** | **Nombre d’IA prévue** | **Nombre d’IA réalisée** |
| **Conakry** | Kaloum | Procureur TPI Kaloum  Juge TPI Kaloum  Secrétaire General Ordre des Avocats  Directeur National des Eaux et forêts  Point focal des reformes à la Douane  Président du Forum civil guinéen  Directeur de l’information de la radio Nostalgie  Président de la commission technique de Suivi de la réforme du secteur de Sécurité en Guinée | 12 | 8 |
| **Région de Kindia** | Kindia | Inspecteur Principal de la police judiciaire | 5 | 4 |
| Coyah | Commissaire central de la police routière |
| **Région de Boké** | Boké | Substitut du Procureur |
| Gaoual | Juge d’instruction |

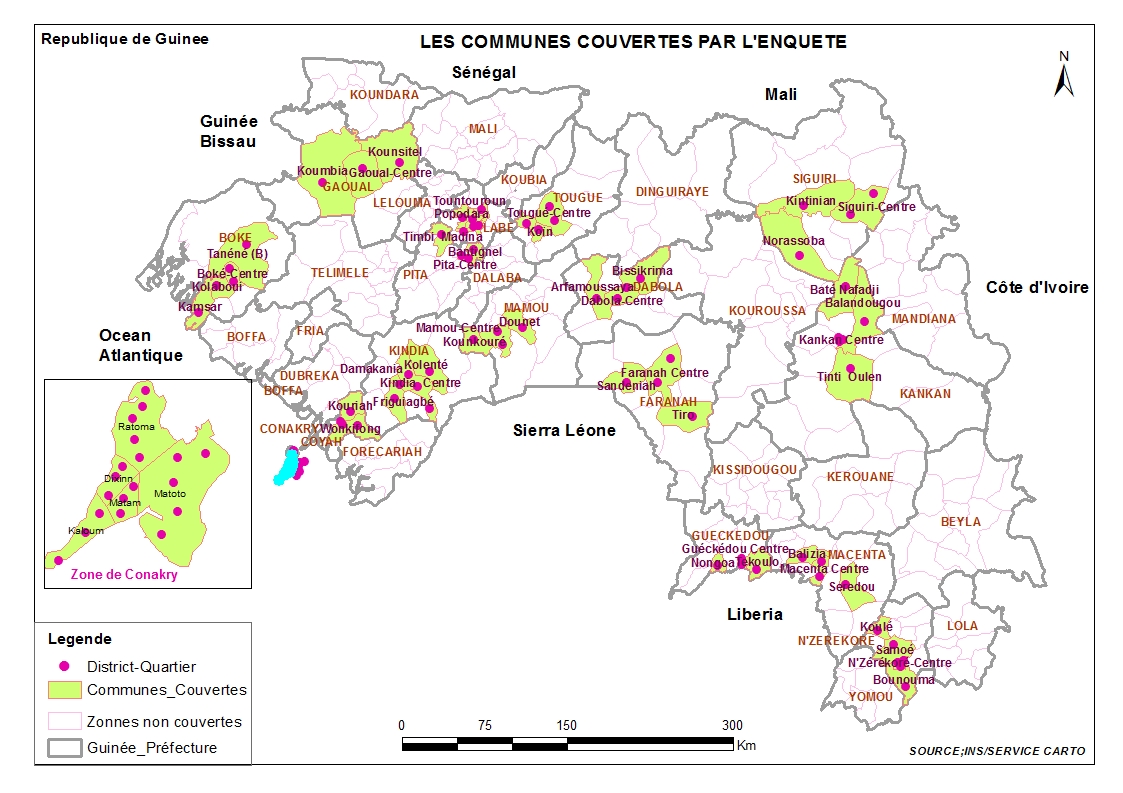
|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Région de Mamou** | Mamou | Chef section prévention routière | 5 | 4 |
| Pita | Commandant de la Gendarmerie territoriale |
| **Région de Labé** | Labé | Substitut du Procureur du TPI |
| Tougué | Officier de la police judiciaire |
| **Région de Kankan** | Kankan | Procureur TPI | 6 | 4 |
| Siguiri | Directeur préfectoral de la Douane |
| **Région de Faranah** | Faranah | Chef service de la police judiciaire |
| Dabola | Directeur de la radio rurale |
| **Région de**  **N’Zérékoré** | N’Zérékoré | Commissaire Principal du commissariat central | 5 | 5 |
| Macenta | Président du TPI |
| Président du CPOSC |
| Guéckédou | Commissaire principal de la sécurité routière |
| Commandant du bataillon autonome |

**Tableau 4 : Situation des cas de refus des interviews approfondies**

|  |  |
| --- | --- |
| Région | Institution |
| Conakry | Haut commandement de la Gendarmerie  Direction de la police judiciaire  L’Etat-major Général des Armées  Direction de la police routière. |
| Basse Guinée | Commandant de la zone militaire de Kindia. |
| Moyenne Guinée | Responsable du camp militaire de Labé |
| Haute Guinée | Camp militaire de Kankan  Camp militaire de Faranah. |

**Tableau 5 : Répartition des Focus-groups (FG) par région**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Régions naturelles** | **Préfectures** | **Groupe cible** | **Nombre de FG prévus** | **Nombre de FG réalisé** |
| Conakry | Conakry | Hommes  Femmes | 4 | 4 |
| Basse Guinée | Kindia | Hommes  Femmes | 4 | 4 |
| Boké | Hommes  Femmes |
| Moyenne Guinée | Mamou | Hommes  Femmes | 4 | 4 |
| Labé | Hommes  Femmes |
| Haute Guinée | Faranah | Hommes  Femmes | 4 | 4 |
| Kankan | Hommes  Femmes |
| Guinée Forestière | N’Zérékoré | Hommes  Femmes | 2 | 2 |
| **Total** | | | **18** | **18** |



## II.2 : ORGANISATION DE L’ENQUETE

La collecte des données s’est déroulée en deux phases : la phase préparatoire et celle de l’enquête proprement dite.

### II.2.1 Phase préparatoire

Cette phase a été consacrée à l’élaboration des outils de collecte, le recrutement et à la formation du personnel de collecte. Aussi, c’est l’occasion de préparer les formalités administratives (établissement des ordres de mission, achat de fournitures, préparation de la logistique et du matériel) et de finaliser les outils de collecte (questionnaires et guides de discussions), en tenant compte des remarques et suggestions du partenaire.

#### II.2.1.1 Recrutement du personnel

Les enquêteurs/animateurs ont été recrutés parmi le personnel de collecte de Stat View International (SVI) en fonction de leurs expériences dans le domaine de cette étude et des langues parlées. Au total, 28 enquêteurs et superviseurs dont 8 femmes ont été recrutés sur la base de leurs profils et expériences en matière d’enquêtes

#### II.2.1.2 Formation

Le personnel de collecte, à savoir les enquêteurs/animateurs et les superviseurs ont été formés par la méthode participative et interactive. Au cours de cette formation, des questions liées à l’étude, aux techniques d’enquête quantitative et qualitative ont été largement abordées. Une attention particulière a été accordée à la méthodologie, la maîtrise du questionnaire, des guides, au respect de l’éthique et de la déontologie en matière de recherche. Pour permettre au personnel de collecte de se familiariser à la méthodologie et aux outils, on a procédé à des jeux de rôle. Pour cela, cinq jours de formation ont été organisés.

******

#### II.2.1.3 Pré-test

Le pré-test a eu lieu après la formation dans la préfecture de Dubréka. Cette phase a visé à évaluer les outils de collecte (questionnaire et guides), recueillir des commentaires sur le format et la complexité des questions posées et de déterminer la durée moyenne des entrevues. Toutes les équipes ont été déployées sur le terrain afin d’avoir la maitrise des outils et de la méthodologie. Chaque enquêteur/animateur a fait deux interviews par questionnaire dans les grappes et des interviews approfondies et focus groups ont été réalisées.

### II.2.2 Déroulement de l’enquête

La collecte des données a duré 18 jours. Pendant cette période, les enquêteurs/animateurs ont identifié et visité toutes les ZD retenues, les organisations et institutions. Quant aux superviseurs, ils avaient en plus la responsabilité de conduire et de gérer les équipes.

Pour la réalisation de cette enquête quantitative et qualitative, SVI a déployé au total 28 agents. Chacune des quatre régions naturelles a été couverte par une équipe de 5 membres dont 1 superviseur et 4 enquêteurs/animateurs.

Pour la zone spéciale de Conakry, deux équipes ont été déployées. La première, chargée de l’enquête quantitative, était composée de 5 agents dont 1 superviseur et 4 enquêteurs. Et la seconde comptait 3 membres dont 1 superviseur et 2 animatrices, elle avait pour rôle d’animer les focus-groups et les interviews approfondies.

Des véhicules 4\*4 et des chauffeurs ont été mis à la disposition des équipes pour la collecte des données sur le terrain.

### II.2.3 Coordination

La coordination a été conjointement assurée par le Directeur Général de Stat View International (SVI) et par le Représentant de PNUD désigné à cet effet. Il revenait à SVI de coordonner l’élaboration des documents de collecte, la formation des enquêteurs et superviseurs, le pré-test, la composition des équipes et l’organisation du travail sur le terrain. Également, le coordonnateur de SVI devait faciliter les formalités administratives, superviser les équipes au moment de la collecte.

Enfin, il devait veiller sur la qualité et la fiabilité des données collectées, coordonner l’analyse des données, la rédaction du rapport, le respect du chronogramme et des termes de références du contrat.

Le représentant de PNUD quant à lui, devait valider les outils de l’enquête, informer les acteurs des réformes, veiller au respect de la méthodologie et du deadline. Aussi, il devait suivre et faciliter les paiements et servir d’interlocuteur pour SVI.

### II.2.4 Supervision

Il revenait aux cadres compétents et expérimentés de SVI en matière d’enquête d’accomplir cette tâche. Leur rôle était de remplir les formalités administratives, superviser la collecte des données, contrôler les questionnaires remplis, les interviews approfondies réalisées et vérifier la qualité des données collectées. Ils devaient également gérer les outils de travail, les équipements y compris la logistique qui était mise à leur disposition.

### II.2.5 Enquêteurs/animateurs

Il appartenait aux enquêteurs/animateurs d’identifier les sites et les zones de dénombrement (ZD), les organisations, institutions retenues, etc… Les enquêteurs étaient chargés également de sélectionner les ménages et les répondants. Ils devaient administrer le questionnaire, en remplissant le formulaire version électronique installé dans les tablettes mises à leur disposition. Les animateurs se sont particulièrement occupés des interviews approfondies et des focus groups.

### II.2.6 TRAITEMENT DES DONNEES

#### II.2.6.1 Interviews approfondies et focus-groups

Le traitement des données qualitatives a commencé par la transcription des discussions entre l’animateur et l’interviewé enregistrée sur dictaphones, la saisie des informations et l’élaboration des matrices. Les matrices prenaient en compte les réponses des participants sur chaque sujet abordé lors des discussions. Elles ont servi à faire la synthèse, les diagrammes, l’analyse et la rédaction du rapport final des données qualitatives de l’étude.

#### II.2.6.2 Enquête quantitative

Le personnel de terrain a utilisé Kobocollect pour la collecte des données par questionnaire. Avec Kobocollect, toutes les questions ont été renseignées. Le formulaire ou le programme de saisie a été élaboré en tenant compte de la logique du questionnaire. Kobocollect permet de travailler plus rapidement, de suivre la collecte en ligne et éventuellement d’apporter des corrections sur le terrain avant la remontée des données. Cette méthode de travail est beaucoup sécurisante et fiable. La tablette a facilité l’administration du questionnaire et l’envoi sécurisé des données en ligne.

La base des données Kobocollect a été téléchargée en Excel, puis convertie en fichier de données SPSS. C’est cette version qui a été utilisée pour l’analyse des données et la rédaction du rapport.

### II.2.7 CONTROLE QUALITE

Sur le terrain, les superviseurs devaient s’assurer du respect de la méthodologie proposée pour la sélection des ménages ainsi que de la couverture effective des grappes sélectionnées. Ensuite, ils procédaient à la vérification des questionnaires remplis et faisaient le contrôle de routine dans les ménages sur 10% de l’échantillon. Le Data Manager et ses assistants ont été chargés de recevoir et de vérifier les questionnaires remplis dans les tablettes, de signaler les incohérences et de retourner ceux à problème aux superviseurs pour correction. Les superviseurs corrigeaient les incohérences constatées avant de quitter chaque site.

### II.2.8 Atouts et difficultés dans la réalisation de l’enquête sur le terrain

Pendant le déroulement de l’enquête, les chercheurs ont eu des contacts tant avec les autorités qu’avec les populations.

A Conakry, certaines autorités comme le Chef de Cabinet du Gouvernorat de la ville, le Procureur Général de Conakry, le point focal des reformes à la Douane, des femmes venant des associations notamment des défenses des droits de l’Homme, ont positivement apprécié la mission.

A l’intérieur du pays, les réactions positives par rapport à l’étude, étaient diverses, tant par l’accueil que par la disponibilité des uns et des autres. Chaque fois que les superviseurs présentaient la mission, les interlocuteurs s’empressaient de parler de la sécurité ou de la justice dans leur secteur ou de se mettre à la disposition des enquêteurs.

Dans les régions administratives de Kindia et Boké, la disponibilité et l’enthousiasme des populations à participer à l’étude à cause des thèmes choisis étaient visibles Les préfets de Coyah et de Gaoual ont souligné leur intérêt pour l’étude et se sont réjouis d’avoir été associés à sa réalisation.

Dans la région administrative de Mamou, le constat a été le même. Le Gouverneur, le Préfet, le Secrétaire Général de la commune et le Directeur préfectoral de la Jeunesse de Mamou ont apporté leur assistance à la mission pour sa réussite. Il en a été de même à Pita où le Maire élu de la commune et le Secrétaire Général chargé de l’Administration se sont investis pour le succès de la mission.

A Labé, le Gouverneur de la région, le Préfet et le Secrétaire Général chargé de l’administration ont manifesté un intérêt particulier pour les thèmes de l’étude tout en faisant chacun un point sur la situation sécuritaire de sa juridiction. Le Président du Tribunal de Première Instance et le Substitut du Procureur de Labé ont aussi accordé une attention particulière à cette étude.

C’était le même engouement chez le Commandant de la Gendarmerie de Pita et Thierno Sadou Diallo, conseiller communal de Tougué. Les autorités de la préfecture de Tougué, notamment le Secrétaire Général chargé des collectivités décentralisées, le Maire élu et le Secrétaire Général de la commune ont offert un accueil chaleureux aux enquêteurs.

Dans la région de Kankan, en plus de l’accueil chaleureux des autorités, notamment le Préfet, le Procureur du Tribunal de Première Instance de Kankan a fait montre d’un bon niveau d’information sur les réformes.

Dans la région de N’Zérékoré, la mission a constaté l’intérêt des autorités et l’enthousiasme des populations pour cette étude. En plus de l’accueil chaleureux du Gouverneur de N’Zérékoré, le préfet et le Secrétaire Général de la commune ont apporté leur appui pour le bon déroulement de l’enquête en informant les différentes autorités des quartiers concernés par l’enquête.

Le Commissaire principal de la sécurité routière de Gueckédou et les acteurs de la société civile de N’Zérékoré sont au courant des réformes appuyées par le PNUD dans le domaine de la sécurité.

Globalement, cette enquête a été bien accueillie par les autorités et les populations de toutes les localités traversées. Par ailleurs, la plupart des autorités ont souhaité qu’il y ait la restitution des résultats de cette étude dans leur localité.

Comme dans toute activité, il y a certes des réussites, mais également des difficultés dont l’inaccessibilité de certaines zones. Pour l’intérieur du pays, les difficultés existent, mais la principale était la route. L’accès à certains sites demandait beaucoup d’efforts car les routes étaient par endroit complètement boueuses comme l’illustre ces photos. Il y a eu pour cette étude, des sites qui n’étaient pas du tout facile d’accès. Chacune des régions traversées avait ses routes difficilement praticables.



Dans cette enquête les routes difficilement praticables sont : la route Boké-Gaoual (Basse Guinée) : Labé-Tougué (Moyenne Guinée) ; Faranah-Dabola, Norassoba-Siguiri, Kankan-Kissidougou (Haute Guinée) et Guéckédou-Macenta, Guéckédou-Nongoa (Guinée Forestière).

## Après les routes difficiles, on peut également évoquer comme difficultés l’accès à certains informateurs clés à Conakry, à cause de la rigidité de leurs procédures. C’est le cas notamment des forces de défense. Aussi il y a la méconnaissance des réformes par la majorité de la population, la difficulté de trouver des guides par endroit pour introduire les équipes. Enfin il y a comme autre difficulté, la perte de temps dans la transcription des Interviews approfondies et les focus groups sur le terrain à cause du manque d’électricité. La carte ci-dessous montre les sites couverts par l’étude

### II.2.9 Caractéristiques sociodémographiques des répondants dans les ménages

Cette enquête a concerné les citoyens guinéens, âgés de 18 ans et plus, vivant dans toutes les régions du pays. Pour ce faire, 1044 d’entre eux se sont prêtés au questionnaire individuel élaboré à cet effet. Ils ont été touchés aussi bien en milieu urbain que rural. Quant à leur répartition, 22% des participants à cette enquête ont été touchés à Conakry, 39% dans les villes de l’intérieur du pays et 39% en milieu rural. Parmi les répondants, 49% sont des femmes. Leur moyenne d’âge est de 43 ans et 50% parmi eux n’ont pas atteint le secondaire. Concernant leur situation matrimoniale, 79% d’entre eux sont mariés ou en union. Plus de trois répondants sur cinq sont des travailleurs indépendants (62%).

# CHAPITRE III : PERCEPTION SUR LES REFORMES DU SECTEUR DE LA JUSTICE

## III.1 Perception sur les actions menées dans le cadre des réformes du secteur de la justice

En moyenne, un quart des répondants ne connaissent pas les réformes engagées dans le secteur de la justice. Les réformes les moins connues sont celles relatives à la création et l’installation du Conseil Supérieur de la Magistrature, la construction d’une nouvelle Chancellerie pour le Ministère de la Justice, l’adoption du statut du personnel de l’Administration pénitentiaire, le Code pénal et le code de procédure pénale.

Parmi les réformes connues, les plus appréciées par les populations sont celles relatives à la réalisation d’infrastructures judiciaires et au recrutement de personnel judiciaire et ce quel que soit le critère considéré. Il s’agit notamment de la construction du Palais de justice de Kankan (78%), de la rénovation des palais de justice de Coyah, Pita, Dalaba et Boké (73%) et du recrutement des personnels judiciaires (67%).

Quels que soient le genre et le niveau d’instruction, la construction du Palais de justice de Kankan est la réforme la plus appréciée par les participants à cette enquête. Il en est de même des répondants en milieu urbain, par contre ceux du milieu rural expriment une opinion positive de la rénovation des palais de justice : Coyah, Pita, Dalaba et Boké. En témoignent les déclarations suivantes des participants aux interviews approfondies et focus groups :

***IA, Ordre des Avocats, Conakry :*** *« … l’amélioration des conditions de vie des magistrats ; la révision et l’actualisation des différents codes ; la formation des jeunes Magistrats ; création du Conseil Supérieur de la Magistrature pour sanctionner les Magistrats indélicats ; création de la Cour des Comptes et la Cour Constitutionnelle ; refonte de la Cour Suprême ; construction et rénovation des tribunaux de Boké, Pita et Siguiri. Toutes ces réformes sont importantes, parce que ça évite que les Magistrats soient corrompus ; que les Magistrats soient sanctionnés en cas de faute… »*

***IA, Président Comité Technique Sectoriel, Douane, Conakry :*** *« …La tenue des états généraux de la justice ; rénovation et construction des Cours et Tribunaux ; de plus en plus, les juges montrent leur professionnalisme lors des jugements. »*

***IA Tribunal première instance Boké : «****Avec la fête tournante de l’indépendance dans les chefs-lieux des régions administratives, on a assisté à la construction de certaines infrastructures parmi lesquelles il y a les palais de justice dans certaines préfectures. Avec les partenaires techniques, certaines juridictions ont été dotées en matériels informatiques… »*

***N°8, 5, 2,7 ; FGD FEMMES KANKAN : «****Des actions importantes ont été menées au niveau de la justice. On peut citer l’adoption du statut particulier des magistrats, la mise en place du conseil supérieur de la magistrature, organe chargé de sanctionner les magistrats fautifs. Il y a aussi l’augmentation du salaire des magistrats, la construction du palais de justice de Kankan, le recrutement et la formation des jeunes magistrats et greffiers. Ce sont autant d’actions importantes qu’il faut saluer parce qu’elles contribuent à l’amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs de la justice et permet aussi de lutter contre la corruption. »*

**III.2 Perception sur le système de justice guinéen**

Un tiers des répondants a une opinion positive du système de justice guinéen (34%). Quant au milieu de résidence, le pourcentage le plus élevé est enregistré en milieu rural (38%) des répondants ; ensuite dans les villes de l’intérieur (35%) et enfin à Conakry (29%). Il a été demandé aux participants à cette enquête de se prononcer s’ils sont d’accord ou pas avec chacune de ces deux affirmations : « Le système judiciaire est indépendant des pouvoirs politiques » et « Les jugements rendus sont justes ». Les résultats indiquent que plus de la moitié des répondants (52% et 57% respectivement) ne sont pas d’accord avec ces affirmations. Les pourcentages des répondants en désaccord avec ces déclarations sont plus élevés en milieu urbain, au niveau des hommes et de ceux dont le niveau d’instruction est supérieur au primaire, conférer graphique 2.

A ce propos, voici ci-dessous, quelques déclarations des participants aux focus groups et interviews approfondies :

***N° ? FGD, Homme Boké :*** *« Il existe encore des dysfonctionnements au niveau de la justice. Si non, comment vous pouvez expliquer qu’une fille soit victime de viol et qu’on soit incapable de mettre main sur le violeur et qu’on demande aux parents du violeur de payer 500 000 GNF pour sa libération. L’arnaque continue au sein de la justice. »*

***N°5, FGD, Homme, Conakry****: « Je crois qu’il y a encore des défis majeurs à relever. C’est vrai que dans l’esprit de la réforme, il y a des actions importantes qui ont été posées. Mais l’opérationnalisation au niveau des activités ou du personnel tarde à se mettre en place à cause de la corruption. Parfois, les dossiers qui devraient être traités dans un délai bien défini trainent pour des motivations personnelles. Selon les gens qu’on a écoutés, il existerait des interférences du haut niveau dans la prise de certaines décisions judiciaires. C’est difficile et cela ne met pas en confiance le justiciable. En réalité, on devrait pouvoir avoir confiance envers la justice afin que personne ne soit brimé ou offensé dans ses droits. Mais si tel n’est pas le cas, ça cause assez de problème. Je voudrai rajouter un point, celui des infrastructures. En effet, la plupart des palais de justice sont des locations. C’est donc difficile pour les magistrats de réclamer leur indépendance pendant qu’eux-mêmes n’ont pas où siéger. L’on devrait revoir le cas des infrastructures judiciaires. »*

***N°6, FGD, Homme, Conakry :*** *«**Nous avons les plus beaux textes ; mais, tout le problème réside dans leur application. On a comme l’impression qu’en Guinée, nous avons une justice à deux vitesses. Lorsque ce sont les intérêts du Président de la République, ses Ministres ou autres hauts cadres, que ce soit au niveau des médias ou autre, les Procureurs de la République sont prompts à ouvrir des informations judiciaires et prendre les gens et les envoyer en prison. Mais, si ce sont de simples citoyens qui ont des problèmes, souvent les procureurs se contentent d’ouvrir des informations judiciaires qui n’aboutissent pas. C’est ce qui crée la défiance vis-à-vis de la justice. C’est pourquoi à un moment donné, on enregistrait des vindictes populaires en Haute Guinée, en Guinée Forestière et même à Conakry. C’est parce que les gens se disent que lorsqu’ils se plaignent à la justice, il n’y a pas de suite. Alors, ils préfèrent se rendre justice ; c’est vraiment dommage pour notre pays. »*

***IA, Responsable des Réformes, Conakry :*** *« Dans l’état actuel des choses, il y’a un travail sérieux à faire au niveau des infrastructures, au niveau de la mobilisation et des moyens pour le personnel, parce que l’objectif final, c’est d’amener la justice à être crédible aux yeux des justiciables ; c’est-à-dire, rétablir ce faussé qui existe entre la justice et les citoyens. C’est là où la réforme de la justice et la réforme de l’armée se rejoignent. Mais, il nous faut élever le niveau de compréhension, d’analyse et d’obligation vis-à-vis de la mission de chacun de nous dans le cadre de la construction d’un Etat bâti et régis par les principes de l’Etat de droit. »*

***IA, Président du Forum Civil Guinéen, Conakry :*** *« En Guinée, lorsqu’il s’agit du Président de la République ou de ses Ministres, le Procureur est prompt à s’autosaisir du dossier ; ce qui n’est pas le cas pour les autres citoyens. Il y a des gens qui croupissent en prison dont leur délai de détention a expiré il y a longtemps. Ceux-ci n’ont jamais été présentés à un juge. Avec de tel comportement de deux poids deux mesures, je ne suis pas du tout satisfait des services offerts par le personnel judiciaire. »*

**III.3 Confiance au personnel judiciaire**

En moyenne, un tiers des enquêtés ont déclaré faire confiance aux personnels judiciaires. Les policiers de la police judiciaire viennent en tête avec 36% de confiance suivie des Avocats et des Huissiers, comme l’indique le graphique 4. Les femmes, les répondants du niveau primaire au plus et les habitants du milieu rural font plus confiance aux policiers de la police judiciaire soit respectivement 34%, 38% et 38%. Par contre, les hommes, les répondants du niveau supérieur au primaire et ceux du milieu urbain ont plus confiance aux avocats, respectivement 38%, 38% et 35% des répondants. En témoignent ces déclarations des participants à l’enquête qualitative :

***IA, Ordre des Avocats, Conakry :*** *« Pas confiant, parce qu’on voit que les choses n’ont pas changé. Si le Ministère a eu à faire des réformes avec la France et les autres bailleurs de fonds qui nous ont aidés, on constate que les acteurs de la justice eux-mêmes n’ont pas changé dans leurs comportements. C’est ce qui nous effraie. Il y a toujours la corruption. »*

***IA, Responsable des Réformes, Conakry :*** *« Je suis peu confiant envers la justice mais il faut que nous continuions à mettre en place des efforts allant dans le sens du rapprochement de la justice du citoyen, parce que souvent, c’est à celui qui a beaucoup d’argent qu’on donne toujours raison même s’il a tort. Mais, cela est lié au niveau d’analyse et de réflexion des Magistrats dont la correction s’inscrit dans le programme de la réforme de la justice. »*

***N°5 ; FGD FEMMES KANKAN :*** *En ce moment, je ne suis pas satisfait du travail des magistrats. En effet, même si on commet un délit, il suffit de payer l’argent pour être relâché automatiquement. Les Magistrats travaillent pour de l’argent.*

***Directeur Préfectoral de la Douane de Siguiri :*** *Je ne suis pas satisfait de la justice, parce que dans les réformes, c’est le service qui a le plus bénéficié. Mais malgré tout, il y a la lenteur des dossiers et beaucoup de jugements sont mal rendus.*

***Commandant de la Gendarmerie de Pita :*** *« Comme je vous ai dit, l’officier de recherche des infractions à la loi pénale, rassemble les preuves, arrête les auteurs et les défèrent à la justice. Nous travaillons avec les magistrats, ce sont eux qui finalisent nos travaux. Mais ce qui est difficile, personne n’est né magistrat ou gendarme. Il faut être un mauvais guinéen pour ne pas reconnaitre qu’il y a des magistrats qui se laissent dominer par l’argent. Que tu sois civile ou militaire, nous le constatons. Moi j’ai arrêté des sacs de drogue à Timbi Madina, nous avons fait le procès-verbal 48 heures après, l’intéressé est revenu me demander s’il n’avait pas laissé sa jaquette à la gendarmerie ».*

## III.4 Accès à la justice

Selon les résultats de l’enquête, l’accès aux tribunaux est lié au niveau des revenus. Pratiquement tous les répondants (98%) estiment que les tribunaux sont accessibles aux citoyens à revenus élevés contre seulement 45% pour ceux à revenus moyens et 15% pour ceux a revenus faibles.

Au moins 80% des répondants estiment que les tribunaux sont accessibles aux riches, quel que soit le critère considéré.

En outre, seulement un répondant sur cinq a déclaré avoir présentement les moyens financiers de défendre et de faire valoir ses droits devant les tribunaux (21%).

Les frais judiciaires (44%) et les coûts de préparation de la cause (34%), sont les principaux obstacles à l’accès aux tribunaux.

Plus de deux tiers des répondants seraient prêts, au besoin, à aller seul (69%) devant les tribunaux pour une cause civile et non criminelle plutôt que de se faire représenter par un avocat. En outre, seulement 7% des répondants aimeraient régler un problème légal, de nature civile et non criminelle avec une personne en recourant à la justice. D’ailleurs, 89% des répondants trouvent juste une entente conclue à l’extérieur des tribunaux. Le pourcentage des répondants partageant cette opinion est plus élevé à Conakry (94%) qu’à l’intérieur du pays (87%).

A la question de savoir s’ils avaient réglé un problème qui aurait pu les amener devant le tribunal, mais ils ont décidé de le régler autrement ; 31% d’entre eux ont répondu par l’affirmative. Parmi eux, 52% en ont tiré comme bénéfice le maintien d'une relation avec l'autre personne, 10% l’économie de l’argent qu’ils auraient dû dépenser et 10% le gain de temps. S’ils avaient à répondre à une question légale, 42% des répondants consulteraient en premier un proche et 38% l’autorité locale. Abordant l’accessibilité à la justice, les participants à l’enquête qualitative ont fait des déclarations suivantes :

***N°6, FGD, Homme, Conakry :*** *«* ***…****Il y a non seulement la lenteur administrative qui décourage les gens, mais aussi le coût exorbitant associé aux démarches et la corruption. Il y a même des citoyens qui préfèrent retirer leur plainte à la justice pour régler leurs problèmes à l’amiable. »*

***IA, Homme de médias, Conakry :*** *«…C’est vrai que ces derniers temps, on a vu comparaitre des gouverneurs dans ce pays ; ce qui était impensable il y a quelques années. On a vu comparaitre des responsables militaires ; même si le jugement rendu laisse à désirer, mais c’est une avancée qu’il faut saluer. A part ça, est-ce que vous avez une fois entendu qu’un grand responsable ou un Ministre de ce pays ait été jugé pour un détournement ? La juridiction qui devrait être mise en place, la Haute Cour de la Justice n’est pas encore installée. Je me dis que l’impunité est garantie au sommet de l’Etat. La justice, c’est pour l’échelle basse. Donc, je suis satisfait à moitié des services offerts par le personnel judiciaire. »*

***N°1, FGD, Femme, Conakry****: « Je ne suis pas du tout satisfait ; parce qu’on peut annuler le procès programmé d’un pauvre au profit de celui d’un patron qui aurait versé de l’argent au juge. On se contente de dire au pauvre ceci : ton procès est reporté pour deux semaines. »*

***FGD Homme Boké : «****Nous n’avons pas confiance à la justice parce que souvent, elle se focalise sur leur transport judiciaire. Le cas récent de Boké est un exemple illustratif. En effet, pour une distance de 42 km de Dabis à Boké, la justice a demandé 5 000 000 GNF pour aller juste faire un constat. La justice réclame souvent de l’argent aux villageois qui vivent dans les zones impactées. »*

***N°8, 2,7; FGD HOMMES FARANAH :*** *« Moi je ne suis pas du tout satisfait, parce que les citoyens ne sont pas traités de la même manière à la justice ; c’est celui qui a l’argent qui est le plus fort. C’est le cas par exemple d’un colonel contre une pauvre famille ».*

***N°9; FGD HOMMES KANKAN: «*** *Personnellement, je ne suis pas satisfait des services du personnel judiciaire parce que quand nous (police ou gendarme) déferons les bandits à la justice, quelques jours ou quelques mois après, ce même bandit vient se présenter à nous pour dire ceci : « me voici à nouveau en liberté », cela est très mauvais. Aussi, ils sont à la base de beaucoup de conflits domaniaux entre les villages par les mauvais jugements rendus ».*

## III.5 Expérience avec la justice

Au cours de l’enquête, 46% des répondants ont déclaré s’être déjà rendus dans un palais de justice. Pour 80% d’entre eux, la raison était de participer ou d’assister à un procès. Au cours des 5 dernières années, 15% des personnes ayant participé à l’enquête ont fait appel aux services de la justice. Parmi eux, 49% ont déclaré être satisfaits de leur expérience. En témoignent ces propos des participants à l’enquête qualitative :

***IA, Homme de médias, Conakry :*** *« Oui, c’est une réalité. Parfois, le Conseil Supérieur de la Magistrature sanctionne les Magistrats indélicats, mais pas dans tous les cas. Tout récemment, j’ai traité un dossier d’un jeune qui a une boite de communication. Ce jeune s’est fait escroquer par un Monsieur, producteur de son état. Ce dernier s’est rendu coupable de faux et d’usage de faux et a bénéficié de la couverture d’une dame qui* *travaille au Tribunal de Première Instance (TPI) de Conakry II. Cette même dame a bénéficié d’une promotion. C’était un cas d’escroquerie avéré… »*

***N°2, FGD, Femmes, Boké :*** *« …Mon mari est allé à la justice pour demander le divorce. Pour ce faire, il a versé de l’argent aux juges. Ces derniers s’étant rendu compte de la vérité suite à leurs enquêtes, me prièrent d’accepter le divorce pour ne pas perdre l’argent que mon mari leur a versé. Les juges m’ont demandé de dire un montant pour le dédommagement, je leur ai déclaré que je m’en remets à Dieu. Lorsque je suis parti prendre le papier de divorce, ils m’ont demandé 200 000 GNF ; je leur ai dit que même un franc, je ne paye pas. »*

## III.6 Confiance au système de justice guinéen

De façon générale, 29% des répondants ont déclaré faire confiance au système de justice guinéen. En tenant compte du genre des répondants, les hommes ont plus confiance à la justice que les femmes (32% contre 26%). Ce pourcentage est plus élevé en milieu rural (34%), ensuite dans les autres villes (29%) par rapport à Conakry (21%). Les déclarations suivantes des participants à l’enquête qualitative corroborent avec ce constat :

***IA, Président du Forum Civil Guinéen, Conakry :*** *« Je n’ai pas confiance envers la justice dans l’exécution de sa mission parce que malgré que l’Etat ait augmenté leur salaire, cela n’a pas contribué à changer le fonctionnement de cette institution. La justice guinéenne est loin d’atteindre l’horizon visé par les réformes. »*

***N ? FGD, Femmes, Boké :*** *« Bien qu’on ait augmenté le salaire des magistrats et renforcé leurs capacités, mais les jugements qu’ils rendent à Boké laissent à désirer. »*

***Le chef section police judiciaire Commissariat Central de Faranah****: Je ne suis pas du tout confiant envers la justice dans l’exécution de sa mission parce qu’elle met notre vie en danger. Le personnel ne travaille pas conformément aux recommandations de la loi et aux principes. Ils font de la corruption.*

***N°4,1 ; FGD HOMMES KANKAN :*** *Je ne suis pas du tout confiant, parce que la justice n’est pas juste ; elle dit tout sauf le droit, la vérité ; c’est une justice qui est corrompue.*

***N°3 FGD Femmes Labé :*** *« A ce niveau je ne suis pas confiante parce que, il y a beaucoup de dossiers qu’on transfert à la justice et qui restent sans suite ».*

***N°1, FGD Hommes Labé :****« je n’ai pas confiance en la justice guinéenne à cause de la crise de confiance avec la population. Les décisions rendues ne sont pas à la satisfaction générale du public, ce qui amène souvent la vindicte populaire ».*

## III.7 Satisfaction du système de justice

De façon générale, **29%** des répondants se sont déclarés satisfaits du système de justice guinéen. Cette satisfaction est plus exprimée par les répondants n’ayant pas dépassé le niveau primaire (31% contre 26% pour ceux qui ont le niveau plus que primaire). En tenant compte du milieu de résidence, les répondants vivant en milieu rural sont les plus satisfaits (33%), suivis de ceux des autres villes (29%) et de ceux de Conakry (21%). En exprimant leur satisfaction par rapport à la justice, les participants à l’enquête qualitative ont déclaré ceci :

***Procureur TPI de Kankan :*** *« Je suis satisfait du service offert par le personnel judiciaire, tout simplement parce que notre justice vient de très loin. Aujourd’hui, tous les magistrats savent qu’en cas de faute dans l’exercice de leur fonction, ils sont passibles de sanctions devant le conseil supérieur de la magistrature. Rien qu’avec ce spectre, les magistrats sont conscients et leur profession est moralisée de plus en plus. Présentement, les procédures qui retardaient ne le sont plus. Le PNUD a mis en place un projet de juridiction pilote ; il a identifié quelques juridictions où il y avait suffisamment de problèmes à juguler dont le TPI de Kankan. Nous avons l’appui constant du PNUD. Même la desserte en courant, c’est grâce aux panneaux et batteries que le PNUD a installés. Aussi, il a mis un fonds à la disposition du tribunal pour pouvoir faire fonctionner la justice au niveau des audiences et empêcher les détentions prolongées sans jugement. »*

***IA Juge et Greffier Gaoual :*** *« Oui, on est satisfait ; c’est un processus qui vient de débuter Même s’il y a encore des problèmes à surmonter car avant, il y a eu beaucoup de manquements. »*

***IA, TPI de Kaloum, Conakry :*** *« Je suis très satisfait des services offerts par le personnel judiciaire à cause de l’amélioration de nos conditions de vie et de travail ainsi que les formations que nous suivons à tout moment à travers des ateliers, des séminaires et même des stages. Toutes ces actions participent à l’amélioration de notre performance.*

***N°4; FGD FEMMES KANKAN:*** *Je suis satisfait des magistrats, parce que j’ai assisté à un procès dont le jugement a été bien rendu.*

***N°6 FGD Hommes Mamou :*** *« On est satisfait parce que la justice est rapprochée du justiciable et le fait que le traitement des dossiers ne traine pas, c’est-à-dire, les détenus ne restent pas longtemps avant d’être jugé. Ensuite au regard des efforts fournis, j’apprécie aussi les prestations de service de la justice ».*

## III.8 Corruption dans le système de justice guinéen

Pour plus de trois quarts des répondants, le phénomène de la corruption dans le secteur de la justice est fréquent voire très fréquent (76%). Ce jugement est plus exprimé par les répondants du niveau supérieur au primaire (82% contre 70% pour ceux qui n’ont pas dépassé le primaire). Quant au milieu de résidence, c’est à Conakry que le pourcentage des répondants soutenant cette opinion est le plus élevé (89%). En abordant la question de la corruption dans les discussions de groupe, les participants ont tenu les propos suivants :

***N3******FGD Homme Kindia****: « On n’a jamais condamné un Procureur et le mettre en prison. On ne fait que suspendre leur salaire. Par exemple, l’ancien Procureur de Labé a été suspendu. Comment un Procureur peut libérer des bandits et qui braquent à leur sortie les paisibles citoyens en emportant plus de 40 000 000 GNF. Ces bandits sont libérés parce qu’il y a eu corruption et par la complicité du Procureur. Mais celui-ci n’a pas été condamné. »*

***CHŒUR,******FGD, Homme, Boké*** *: « Il y a les démarcheurs à la justice. Quand on vient pour un cas à la justice, c’est de l’arnaque. On commence par te dire que le cas est compliqué. Et si tu ne paies pas, tu iras au pont de fer. Ici, dès qu’on parle du pont de fer (prison de Boké) à un citoyen, il a peur. L’accusé préfère payer des millions que d’aller dans cette prison. Certains préfèrent mourir que de partir au pont de fer ».*

***N°10, FGD, Homme, Conakry****: « Je pense que la corruption est d’ordre structurel ; c’est une sorte de chaine. Quelqu’un l’a dit tout à l’heure, la corruption commence depuis la gendarmerie en passant par les procureurs jusqu’aux juges. Chacun essaie d’avoir sa part et ça continue jusqu’au niveau de l’administration carcérale. Par exemple, lorsqu’un prisonnier est déjà jugé, avec tout ce qu’on a pris comme argent, il est condamné. En réalité, on fait une sorte de parodie de condamnation pour qu’il soit libéré par la suite par l’administration pénitentiaire. Cette administration peut l’envoyer où elle veut. Il y en a qui sortent de prison pour voyager directement. C’est pour vous dire que c’est une chaine qui est bien structurée. »*

***IA, Ordre des Avocats, Conakry :*** *« La corruption est très développée au niveau de la justice. Vous voyez un magistrat qui prend fonction, en moins d’un an, même si son salaire est plus que les autres fonctionnaires, vous le voyez avec des véhicules qui n’ont rien à voir avec son salaire. »*

***IA, Responsable des Réformes, Conakry :*** *« La corruption est un concept à la fois politique, économique et moral. Si nous parlons de corrompus, c’est parce qu’il y a des corrupteurs. Cela est dû au fait que l’égalité d’aller à la justice n’est pas partagée. Et pour qu’elle soit partagée, il faut la formation et une prise de conscience, sinon la pureté de la justice au sens plein du terme serait difficile. A partir du moment que le citoyen ne peut pas se défendre quand il est violenté dans ses droits, forcément, la corruption va avoir une place. Donc, la lutte contre la corruption au niveau de la justice concerne à la fois ceux qui doivent rendre justice et ceux qui viennent vers elle. »*

***N°8, FGD, Femmes, Kankan :*** *« La corruption dans le secteur de la justice est une réalité. A titre d’exemple, ma fille a été violée par un jeune de trente ans. Les parents de ce dernier ont corrompu les juges afin qu’ils abandonnent les charges contre leur enfant. Après, j’ai été obligé de prendre ma fille en charge. »*

***Directeur Préfectoral de la Douane de Siguiri :*** *Personnellement, je dirai que le phénomène de la corruption dans le secteur de la justice ne finira jamais.*

***N°6, FGD, Hommes, Mamou :*** *« Je peux affirmer sans se tromper que la corruption existe bien au sein de la justice. Si je me réfère au vol du bétail qui est récurant chez nous, les auteurs ne subissent aucune sanction, aucune rigueur de la loi. Lorsqu’un voleur est traduit en justice, c’est d’abord les membres de sa famille qui se déplacent pour essayer de négocier la peine ou influencent les décisions de la justice. Il y a des magistrats qui se distinguent et qui appliquent la loi telle qu’elle est mais, il y a d’autres qui se livrent à des pratiques honteuses et se laissent influencer par une autorité ou des proches des prévenus ».*

***IA, Substitut Procureur, TPI, Labé : «*** *…Nous avons 7 dossiers pour demain, les prévenus et les parties civiles ne sont pas informés et ils doivent l’être par un huissier qui le fait par des convocations ou des citations. Cet huissier est à payer, c’est imprévu. Alors on fait appel au planton qui demande le prix du carburant, tout cela nous amène à créer des sources de dépenses. Et même si vous acceptez de prendre de l’argent de quelqu’un pour l’aider dans une procédure, lui-même n’aura plus confiance en vous et vous-même vous serez gêné à chaque fois que vous le verrez. En tout cas moi je veux me mettre à l’abri de telles pratiques ; qu’on dise que je suis orgueilleux, est préférable parce que je n’ai pas de compte à rendre. Sinon, employer quelqu’un et que vous ne le payez pas, il se fera payer. Avec cette valorisation on est en paix ».*

# CHAPITRE IV : PERCEPTION SUR LES REFORMES DU SECTEUR DE DEFENSE ET DE SECURITE

## IV.1 Perception des actions menées dans le cadre des réformes dans le secteur de la sécurité

En moyenne, 28% des répondants ne connaissent pas les réformes engagées dans le secteur de la sécurité. Et les réformes les moins connues sont celles relatives à l’élaboration du code des douanes ; l’élaboration, la validation et la vulgarisation du code de justice militaire ; l’élaboration d’une politique sectorielle de la Douane ; l’érection de la Direction Nationale des Douanes en Direction Générale des Douanes et l’érection de l’Etat-Major de la Gendarmerie en Haut Commandement de la Gendarmerie Nationale - Direction de la Justice Militaire.

Quant aux réformes les plus appréciées, ce sont le recrutement, la formation et le déploiement de gardes forestiers (82%), la démilitarisation de la capitale Conakry (81%), la reprise de la formation des policiers (79%), le renforcement de la discipline au sein des Forces de Défense et de Sécurité (77%) et la mise à la retraite de 3.928 militaires engagés entre 1952 et 1975 (76%). A ce propos, certains participants à l’enquête qualitative ont déclaré ce qui suit :

***IA, Homme de médias, Conakry :*** *« …Casernement des militaires ; interdiction faite aux militaires de porter des armes en public ; instauration de la discipline dans les rangs ; la mise à la retraite des militaires avec des mesures d’accompagnement ; l’équipement de l’école de gendarmerie de Kaliyah (Forécariah) et de Sonfonia (en cours) ; formation des élèves gendarmes et d’autres cadres de l’OPJ ; équipement de l’école nationale de la Police de Kagbelen ; l’érection de l’Etat-Major de la Gendarmerie nationale en Haut Commandement de la Gendarmerie ; la mise en place de la justice militaire ; augmentation du nombre d’escadrons mobiles de la gendarmerie de 3 à plus de 10 pendant 8 ans ; construction et rénovation des postes de gendarmerie, de police, des commissariats centraux de police et autres. Ce sont des réformes dont les impacts sont visibles. »*

***IA, Ordre des Avocats, Conakry :*** *« Dans la période de 2011, les Guinéens ne se sentaient pas du tout en sécurité à cause de la présence des militaires armés un peu partout dans la ville. Avec la réforme, les militaires ont été casernés... C’est une rupture avec les habitudes du passé. Aussi, des efforts ont été faits pour la formation des policiers et des gendarmes. »*

***IA, Directeur National Eaux et Forêts, Conakry :*** *« …En 2011, le Président de la République a pris un décret de création du corps des conservateurs de la nature. Ce qui a donné une certaine considération à ce corps. Cela a eu un impact positif et dissuasif sur les populations et les acteurs. Parce qu’on a assisté à une diminution des feux de brousse, du braconnage et de l’exploitation anarchique du bois. Bien que tout n’est pas rose, parce qu’il y a certains qu’on a recruté et formés mais qui n’étaient pas à la hauteur. C’est pourquoi, on a d’abord formé les gens comme des paramilitaires... »*

***IA, Responsable des Réformes, Conakry :*** *« … Le renforcement de la discipline au sein des forces de défense et de sécurité. Nous avons aussi mis en place tous les documents et tous les textes légaux institutionnels réglementaires qui définissent les missions assignées à chaque secteur, ainsi qu’il suit : la démilitarisation des villes ; d’où la création d’une mission* de sécurité le long des frontières, dans les compétences des forces armées ; la sécurité *entre les villes en rase campagne, dans les compétences de la gendarmerie ; la Sécurité publique ; la sécurité administrative  et la sécurité intérieure, dans les compétences de la police ; la sécurité dans le cadre de la protection de nos richesses du point de vue flore et faune, en un mot de l’environnement, dans les compétences des Conservateurs de la Nature. Notre économie le long des frontières par la Douane ; la gestion normale du citoyen privé de sa liberté pour des raisons de justice à l’administration pénitentiaire. Voici en quelque sorte, les premiers acquis dans cette première phase de la réforme. »*

***N8,******FGD, Homme, Boké*** *: « Je cite le rapprochement de l’armée au civil et leur casernement. Depuis la mise en place des réformes, il est difficile aujourd’hui de voir un militaire avec son arme dans le quartier. Il y a un peu le respect des droits de l’homme. »*

***IA, Commandant du Bataillon Autonome, Gueckédou :*** *« … la mise à la retraite de bon nombre de militaires, la discipline et le respect des hiérarchies rétablis dans les rangs, la formation continue des militaires … »*

***N°7, FGD, Hommes, Faranah :*** *« Pour moi, les actions les plus importantes sont nombreuses, à savoir : la formation, l’équipement, le changement de comportement, le casernement des militaires. Ces actions ont favorisé non seulement le retour d’un climat de confiance entre la population et l’armée, mais aussi, il y a eu un regain de confiance au niveau international. En témoigne la présence de nos troupes dans la lutte contre le terrorisme en République du Mali (Kidal). »*

***IA, Substitut du Procureur TPI, Labé :*** *« Ce qui a retenu mon attention, c’est la formation. Pour une bonne enquête, il faut des hommes qualifiés et professionnels. Dans le cadre de cette formation, il y a eu la professionnalisation et la spécialisation des officiers de police judiciaire. On prend la gendarmerie, le haut commandement a spécialisé certains gendarmes dans le cadre de la police judiciaire. Il y a eu l’installation des brigades de recherches dans les préfectures et à Conakry ».*

Quels que soient le genre et le niveau d’instruction, le recrutement, la formation et le déploiement de gardes forestiers est la réforme la plus appréciée par les répondants. Les pourcentages sont plus élevés chez les hommes (88% contre 77% chez les femmes) et au niveau de ceux qui ont le niveau d’instruction supérieur au primaire (86% contre 79% pour ceux qui n’ont pas dépassé le primaire). Cette appréciation dépend du milieu de résidence. A Conakry, la reprise de la formation des policiers est la réforme la plus appréciée (90%). Dans les villes de l’intérieur, c’est plutôt la démilitarisation de la capitale Conakry (80%) tandis qu’en milieu rural, c’est le recrutement, la formation et le déploiement de gardes forestiers (86%).

## VI.2 Perception sur la situation sécuritaire dans leur lieu de résidence

Plus de deux tiers des répondants estiment que leur quartier est sécurisé voire très sécurisé (68%). C’est surtout l’opinion des femmes (73%) comparativement aux hommes (62%). Il en est de même de ceux qui n’ont pas dépassé le niveau primaire (71%) par rapport à ceux qui ont le niveau supérieur au primaire (64%). En tenant compte du milieu de résidence, cette position est plus soutenue à Conakry (75%), ensuite en milieu rural (67%), et enfin dans les villes de l’intérieur (63%).

Toutefois, environ un répondant sur quatre a déclaré qu’il lui arrive souvent et même très souvent de ne pas se sentir personnellement en sécurité dans son quartier/district (23%). Cette opinion est plus partagée dans les autres villes (28%) qu’en milieu rural (21%) ou à Conakry (20%). Les participants à l’enquête qualitative ont décrit la situation sécuritaire dans les discussions de groupe et entretiens comme suit :

***N°2, FGD, Femme, Conakry :*** *« Ce que j’ai remarqué avec les hommes en uniforme, c’est qu’avant, on pouvait les voir dans les quartiers en train de se promener avec leurs armes ; ils peuvent tirer banalement. Mais, je crois que dans ces derniers temps, cela a diminué. Avant, pendant la nuit, on pouvait entendre des coups de fusil ; mais, de nos jours, cela a diminué sauf lorsqu’il s’agit de poursuivre les bandits. »*

***N°8, FGD, Femme, Conakry :*** *« Personnellement, je ne peux pas parler des résultats des actions de la réforme. Je ne pense pas qu’il y a eu une bonne communication ou beaucoup de communication sur ce qui se fait dans le domaine de la réforme. Je suis dans le milieu de la presse, mais je ne peux même pas vous citer tout ce qui a été entrepris dans le cadre des réformes. La seule chose que j’ai retenue, c’est la création de la police de proximité qui n’est pas allée à son terme. On ne peut pas tout faire en 30 minutes ; mais le peu qui est fait, il faut en parler pour que les gens puissent le savoir, l’évaluer et le comprendre pour ensuite porter un jugement... »*

***IA, Commissaire Central, Commissariat Central, N’Zérékoré :*** *« Concernant la sécurité, l’action la plus importante a été d’abord la formation des agents de terrains, suivi de la construction des commissariats et la création de certains commissariats de proximité … »*

***N°1, FGD, Hommes, Labé :*** *« …la mise en place d’une police de proximité financée même par l’Union Européenne à N’Zérékoré et à Conakry. C’est une avancée majeure dans ce secteur ».*

Près d’un répondant sur quatre estime que son risque d’être personnellement intimidé ou agressé dans son quartier/ district est élevé ou même très élevé (23%). Cette opinion est plus exprimée par les hommes (26%) que par les femmes (21%). Cette position est plus soutenue par les répondants dans les villes de l’intérieur (26%), en milieu rural (23%) et à Conakry (19%).

Selon plus d’un répondant sur trois, les problèmes liés à la vente ou à la consommation d’alcool (46%), les problèmes liés à la vente ou à la consommation de drogues (36%), les actes de vol, brigandage, vandalisme (34%) et les conflits liés aux domaines (33%) sont très fréquents ou fréquents dans leur quartier/district. Quel que soit le critère considéré, les problèmes liés à la vente ou à la consommation d’alcool est le plus fréquent selon les répondants.

Ensuite viennent les problèmes liés à la vente ou à la consommation de drogues, quel que soit le genre des répondants. Il en est de même pour ceux qui ont le niveau plus que primaire (43%) alors que ceux qui n’ont pas dépassé le niveau primaire pensent aux conflits liés aux domaines (33%).

Par rapport au milieu de résidence, après les problèmes liés à la vente ou à la consommation d’alcool, vient en deuxième position les problèmes liés à la vente ou à la consommation de drogues (42%) pour les populations de Conakry. Dans les villes de l’intérieur, les actes de vol, brigandage et vandalisme viennent en deuxième position (37%) tandis qu’en milieu rural, ce sont les conflits liés aux domaines qui viennent en deuxième position (44%). *Pour plus des détails, conférer le tableau 6 ci-dessous après les déclarations.* En abordant la question de consommation de drogue les participants à l’enquête qualitative ont exprimé leurs opinions de la façon suivante :

***IA, Président du Forum Civil Guinéen, Conakry :*** *« L’administration pénitentiaire, dans ce pays, est caractérisée par la corruption. Dans les conditions normales, une prison est un lieu de réhumanisation, c’est-à-dire, qu’une fois sortie de prison, la personne ayant purgé sa peine doit comprendre qu’elle était en faute avec la société ; qu’elle a payé sa dette. Et pendant qu’elle payait sa dette, on l’a appris comment vivre après la prison. Mais malheureusement, c’est du trafic de drogue qu’on y organise. Aussi, avec la complicité des gardes pénitentiaires, des prisonniers très dangereux sont libérés. J’ai comme l’impression que l’administration pénitentiaire fait partie des oubliés de la réforme. »*

***N°7 et N°6, FGD, Homme, Conakry :*** *« … Les actions les moins importantes que je vois par exemple au niveau de la gendarmerie, c’est le Département dédié à l’habitat. Ce Département cause beaucoup de dégâts à la population lors des déguerpissements. Ils se disent appartenir à l’OPJ, mais ce n’est pas leur travail. La police aussi érige des barrages non conventionnels le long de nos routes pour fatiguer inutilement les usagers. Aussi, le fait de recruter n’importe qui dans l’armée fait qu’on y trouve beaucoup de drogués… »*

***N°10, FGD, Homme, Conakry :*** *« Je ne suis pas du tout satisfait des gardes pénitentiaires ; ils sont de grands trafiquants de drogues. Il y a eu 5 ou 6 cas où les gardes pénitentiaires se sont rendus coupables de trafic de chanvre indien. Ils négocient avec les prisonniers et eux-mêmes puis, ils font rentrer la drogue. Même tout dernièrement, ils ont arrêté un garde. A cause du manque de discipline et des règles strictes qui encadrent leur rapport avec les prisonniers, je ne suis pas satisfait des résultats qu’ils produisent sur le terrain. »*

**Tableau 6 : Pourcentage des répondants estimant que ces types de conflits/problèmes sont très fréquents/fréquents dans leur lieu de résidence**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Type des conflits/problèmes** | **Genre** | | **Niveau d'instruction** | | **Milieu de résidence** | | | **Ensemble** |
| Masculin | Féminin | Primaire au plus | Plus que primaire | Conakry | Autres villes de l'intérieur | Milieu rural |
| Les problèmes liés à la vente ou à la consommation d’alcool | 50% | 42% | 40% | 52% | 49% | 43% | 47% | 46% |
| Les problèmes liés à la vente ou à la consommation de drogues | 40% | 32% | 30% | 43% | 42% | 37% | 33% | 36% |
| Les actes de vol, brigandage, vandalisme | 37% | 32% | 32% | 36% | 18% | 37% | 41% | 34% |
| Les conflits liés aux domaines | 36% | 30% | 33% | 32% | 20% | 29% | 44% | 33% |
| Les conflits entre agriculteurs et éleveurs | 24% | 22% | 26% | 19% | 0% | 20% | 38% | 23% |
| Conflits liés à la gestion de la terre et des ressources naturelles | 20% | 17% | 19% | 19% | 6% | 21% | 23% | 19% |
| Les problèmes liés à la criminalité | 18% | 15% | 12% | 21% | 12% | 20% | 15% | 17% |
| Les femmes sont victimes de viol ou de violence | 12% | 12% | 11% | 13% | 5% | 13% | 15% | 12% |
| Les conflits entre les ethnies | 8% | 7% | 5% | 10% | 14% | 7% | 5% | 8% |
| Les conflits entre les communautés | 6% | 4% | 4% | 5% | 4% | 5% | 5% | 5% |
| Les conflits entre d’autres groupes d’individus | 6% | 3% | 2% | 7% | 6% | 5% | 3% | 5% |
| Les conflits religieux sont | 2% | 2% | 2% | 2% | 2% | 3% | 2% | 2% |

## IV.3 Degré de satisfaction à l’égard des services de sécurité

Plus de la moitié des répondants s’estiment très satisfaits / satisfaits des services offerts par les forces de défense et de sécurité en général (53%). Cette satisfaction est plus exprimée par les hommes (55%) que par les femmes (50%). Par rapport au milieu de résidence, c’est dans les villes de l’intérieur et en milieu rural que les pourcentages des répondants partageant cette opinion sont les plus élevés, respectivement 55% et 54%. Alors qu’à Conakry, ce pourcentage n’est que de 47%.

En outre, les corps pour lesquels les répondants sont les plus satisfaits sont les Forces armées (68%), les Gardes Forestiers/Conservateurs de la nature (54%) et la Gendarmerie (53%).

Quels que soit le genre, le niveau d’instruction et le milieu de résidence, les Forces armées enregistrent les pourcentages les élevés des répondants qui sont satisfaits de leurs services. En deuxième position, au niveau du milieu de résidence, vient la Gendarmerie à Conakry (56%) et dans les villes de l’intérieur (51%). En milieu rural, ce sont les Gardes Forestiers/Conservateurs de la nature (62%). Les déclarations ci-dessous des participants à l’enquête qualitative corroborent avec ces résultats :

***IA, TPI de Kaloum, Conakry :*** *« La Police judiciaire est une collaboratrice directe de la justice. Quelque part, elle joue son rôle. C’est cette police qui déblaie la route à travers les enquêtes qui aboutissent à des interpellations. Ensuite, elle entend sous PV les personnes interpelées avant de les déférer devant les tribunaux chargés de rendre justice. Je crois que dans ce sens, il y’a de la positivité au niveau des OPJ quant à l’accomplissement des charges relevant de leurs fonctions. C’est dire que je suis satisfait des services offerts par la Police judiciaire. »*

***N°8, FGD, Femme, Conakry :*** *« Le service de protection civile intervient toujours en retard ; c’est comme le médecin après la mort. Avec l’Ambassade de France, les pompiers ont suivi des formations sur le premier secours, le transfert des malades et la prise en charge des cas de noyade. Aujourd’hui, si quelqu’un a un malade grave, une personne qui a fait un AVC ou qui a fait une crise, vous pouvez appeler la protection civile qui a des agents formés pour prendre de tels cas en charge... »*

***N°10, FGD, Homme, Conakry :*** *« Je suis satisfait parce que, parmi les forces de défense et de sécurité, la gendarmerie est le corps qui fonctionne le mieux en termes, notamment du respect des droits de l’homme pendant le maintien d’ordre public à l’occasion des mouvements de foule. Les gendarmes ont reçu des formations ; ils subissent aussi des sanctions en cas d’infractions de leur part. »*

***IA, Responsable des Réformes, Conakry :*** *« S’il y’a aujourd’hui un service qui a pu atteindre le niveau de la mission qui lui ai assigné sur son bilan, sur son comportement et sur* *l’organisation, c’est bien la gendarmerie. Ce corps porte deux casquettes, comme je l’ai dit au début. D’abord, elle à la formation militaire mais aussi, elle bénéficie de l’approche judiciaire, c’est à la fois le policier et le militaire. La gendarmerie est une traduction coloniale. Ailleurs, elle n’existe pas, c’est la police. C’est la France seule qui a cette structure qui est la gendarmerie et nous avons, grâce à cette coopération française, réussi à rajeunir l’effectif de la gendarmerie. Si nous prenons la nouvelle génération, ils sont tous des universitaires. C’est dire que la gendarmerie est aujourd’hui plus rajeunie, beaucoup mieux formée, beaucoup mieux équipée. Elle participe de façon coordonnée et articulée à la gestion des missions qu’elle partage avec la police, qui est le maintien d’ordre public. Nous pensons que dans les années à venir, nous allons ajouter l’expertise et les* *compétences de la gendarmerie à notre participation au maintien du prévôtal, c’est-à-dire, en plus de l’armée, il y’aura des gendarmes qui vont maintenant accompagner l’image et le prestige de la Guinée sur le champ de maintien d’ordre et d’opération. Donc, la gendarmerie donne une entière satisfaction par rapport à tous les acquis. »*

***IA, Président du Forum Civil Guinéen, Conakry :*** *« Je suis moyennement satisfait des services offerts par la gendarmerie à cause des brebis galeuses en son sein. Je peux accepter ou tolérer la police, mais pas la gendarmerie parce, que ce sont les plus méritants et les mieux formés qui sont à la gendarmerie. Si nous avons besoin d’avoir un bon résultat sur les services offerts par nos forces de défense et de sécurité, l’Etat doit recruter et former des jeunes qui ont le baccalauréat ou le baccalauréat plus trois. »*

***IA, Président Comité Technique Sectoriel, Douane, Conakry :*** *« Je suis satisfait des prestations offertes par la Douane à cause du fait qu’elle accomplit sa mission chaque année. C’est vrai que le comportement de certains Douaniers laisse à désirer. Mais ce qui est sûr, c’est que globalement, je suis satisfait des prestations de la douane ; puisque nous mobilisons les recettes au-delà de ce qui nous est exigé par les autorités. On aurait pu faire mieux si le minimum de conditions était réuni. Malgré cela, nous avons toujours dépassé les prévisions. »*

***IA, Responsable des Réformes, Conakry :*** *« La douane est une structure qui est dans deux programmes de réforme. Il y’a la réforme institutionnelle qui a beaucoup avancée et va au-delà même de l’exercice de leur mission à l’intérieur de la Guinée, mais aussi, dans le cadre de l’intégration sous régionale. La Douane, aujourd’hui, est une structure qui démontre que la Guinée répond aux efforts d’intégration et d’accompagnement dans la gestion de notre espace qui est la CEDEAO. Donc, je suis très satisfait des services offerts par la Douane et le niveau de formation de son personnel. »*

***N°6 et N°3, FGD, Homme, Conakry :*** *« …Je suis satisfait de l’armée parce qu’elle fait honneur au pays à l’étranger à travers sa discipline »*

***N°4, FGD, Homme, Conakry :*** *« C’est toujours pareil, je suis satisfait à cause de leur implication dans le reboisement. Ils restent aujourd’hui les gardiens de la faune et de la flore ; un rempart contre les trafics illicites des animaux sauvages et des coupes abusives des bois. »*

***IA, Ordre des Avocats, Conakry :*** *« Les gardes pénitentiaires font ce qu’ils peuvent, c’est un corps qu’on s’est débrouillé à créer à la va vite. Les agents sont peu instruits et recrutés sur le tas sans aucun critère ; ils ne sont pas physiquement formés pour le combat. »*

***N°6, FGD, Homme, Conakry :*** *« Les gardes pénitentiaires étaient des gens qui n’avaient aucun traitement ; ils n’étaient pas du tout considérés et n’étaient pas du tout bien payés. Ils vivaient seulement sur le dos des prisonniers. Malheureusement, c’est le régisseur qui recrutait les gens par-ci par-là pour faire d’eux des gardes pénitenciers. Aujourd’hui, il y a un texte règlementaire et un statut particulier. Avant, il n’y avait qu’un seul bus pour transporter les prisonniers. Ce bus a été donné par l’Union Européenne. C’est le seul bus qui transportait les détenus pour la cour d’appel de Conakry, ou pour Tribunal de première instance de Kaloum, de Dixinn et de Mafanco. Pour le tribunal pour enfants et autres, les gens se débrouillaient dans les taxis. »*

## IV.4 Degré de confiance à l’égard des services de défense et de sécurité

La majorité des répondants ont confiance aux Forces armées/Militaires (67%), à la Gendarmerie (54%) et aux Gardes Forestiers/Conservateurs de la nature (54%) et ce, quel que soit le critère considéré. Voici à ce propos, quelques déclarations des participants à l’enquête qualitative :

***IA, Juge et Greffier, Gaoual :*** *«**J’ai confiance à la police judiciaire, malgré leur manque de formation. »*

***(CHŒUR), FGD, Femme, Boké :*** *« Nous n’avons pas confiance à la sécurité routière à cause des raquettes. »*

***IA, Juge et Greffier, Gaoual : «****Oui, j’ai confiance à la sécurité routière. C’est vrai qu’ils sont accusés de corruption, mais cela peut être dû au comportement des usagers de la route. »*

***IA, Juge et Greffier, Gaoual :*** *« Oui, j’ai confiance aux services des Douanes à cause des efforts qu’ils fournissent en faveur de l’augmentation des recettes. »*

***IA, Police judiciaire, Kindia : «****J’ai confiance en l’armée, parce qu’elle est plus équipée que nous de la police judiciaire. »*

**IA, Police routière, Coyah : «**J’ai confiance en l’armée parce que si hier, il y avait des *analphabètes, aujourd’hui, ce sont les intellectuels qui y sont recrutés. »*

***(CHŒUR),******FGD, Femme, Boké : «****Ils commencent à bien travailler, mais ils continuent à rançonner les parents des prisonniers. A cause de cela, on a un peu confiance en eux. »*

***N°4, FGD, Hommes, Faranah :*** *« Moi j’ai confiance envers la police judiciaire, parce qu’elle respecte la procédure et le délai de la garde à vue qui est fixé à 48 heures. Passé ce délai, le dossier est transmis à la justice. J’ai aussi confiance envers la police routière, parce qu’elle travaille bien en réglementant la circulation, empêchant les bouchons de se former et contrôlant les engins roulants. J’ai la même opinion en ce qui concerne la Douane en raison du fait que les agents qui y travaillent ont changé de comportement dans leur façon d’intervenir ; ils sont mieux équipés. Il en est de même pour les gardes pénitentiaires qui appliquent maintenant les instructions reçues du parquet. »*

## IV.5 Appréciation des réformes engagées dans le secteur de la sécurité en général

Un répondant sur deux apprécie positivement les changements intervenus dans le secteur de la sécurité en général depuis 2010. Cette appréciation est plus marquée chez les hommes (53%) que chez les femmes (48%). C’est dans les villes de l’intérieur que le pourcentage des répondants appréciant positivement ces changements est le plus élevé (53%), suivi du milieu rural (50%) et de Conakry (45%).

Plus d’un répondant sur deux apprécie positivement les changements intervenus dans le secteur de la sécurité en général depuis les deux dernières années. Le pourcentage des répondants partageant cette opinion est plus élevé dans les villes de l’intérieur (55%), suivi du milieu rural (52%) et de Conakry (42%). En témoigne cette déclaration d’un participant à l’enquête qualitative :

***N°5, FGD, Homme, Conakry :*** *« Mon appréciation est mitigée et varie d’un corps à un autre. Suite aux observations, on constate qu’au sein de l’armée la disparition progressive de l’indiscipline. Au niveau de la gendarmerie, il y a des avancées et des problèmes. Par exemple la durée de la garde-à-vue n’est pas respectée. Lorsque les OPJ doivent libérer les accusés ou les concernés, ils prennent de l’argent. Je connais un cas que j’ai même transmis à un journaliste pour que ce dernier communique là-dessus. Les OPJ prennent 1 500 000 GNF ou 2 000 000 GNF avec les accusés devant être libérés. Je ne sais pas dans quel code c’est écrit qu’il faut payer ce montant. Au niveau de la police routière, on est tous conscient qu’ils font de la tontine sur la base des collectes d’argent auprès des conducteurs de taxis. Et cela continue jusqu’à présent. C’est dire qu’il reste encore des efforts à fournir pour lutter contre tous ces mauvais comportements. Même si on fait beaucoup de travail au niveau structurel, au niveau opérationnel, on risque de ne pas le sentir. Par exemple, dans le cadre du maintien d’ordre, on parle toujours de morts d’hommes, cela, malgré qu’aujourd’hui on utilise les armes conventionnelles. Donc ça veut dire qu’il y a encore des efforts à fournir… »*

Plus d’un tiers des répondants ne connaissent pas les conditions de détention dans leur préfecture/commune (35%). Néanmoins, 20% des répondants ont une opinion positive sur les conditions de détention dans leur préfecture/commune.

Ce pourcentage est plus élevé dans les villes de l’intérieur (25%), ensuite en milieu rural (21%) et enfin à Conakry (12%). Le pourcentage des hommes ayant cette opinion est de 24% contre seulement 17% des femmes.

Quant au travail des Officiers de police judiciaire dans leur ville/commune, 41% des répondants l’apprécient positivement. Il n’y a pas de différence significative selon le genre, le niveau d’instruction et le milieu de résidence. En exprimant leur point de vue sur les conditions de détention dans les prisons, les participants à l’enquête qualitative ont déclaré :

***N°1, N°2 et N°3,******FGD, Homme, Kindia : «****Les conditions de détention des prisonniers sont beaucoup améliorées par rapport à leurs droits et loisirs grâce à l’implication des ONG. C’est le cas par exemple de la coopération entre Mounafangni et le projet PARJU. Nous avons organisé, un atelier à la maison centrale avec l’Ambassade d’Allemagne au cours duquel nous avons offert des machines afin de permettre aux détenus de confectionner des tenues et autres. Actuellement, dès qu’on arrive à la maison centrale, le régisseur reçoit et on constate dans la prison, une séparation de cellules entre les mineurs, les hommes et les femmes ; les endroits sont propres et chacun est libre de préparer ce qu’il* *veut manger. Mais, il faut noter que l’espace réservé aux machines et la préparation est petit par rapport aux normes. »*

***N°8, FGD, Femme, Conakry :*** *«**Pour moi, les conditions de détention sont mauvaises. D’abord, ce sont des anciennes prisons ; elles sont surpeuplées. Il n’y a pas de prisons dans les régions. A cause des idées reçues, vouloir construire une prison, on risque d’y atterrir le premier. C’est un mythe qu’il faut briser absolument si l’on veut avoir des prisons où il peut faire bon vivre. On ne peut pas continuer à garder les gens dans un endroit infesté. Toute personne qui rentre à la maison centrale sort avec la gale.»*

***N°6, FGD, Homme, Conakry :*** *« …En Guinée, il y a un mythe qu’il faut briser ; la construction des prisons. Les gens refusent de construire les prisons de peur qu’ils n’y deviennent les premiers occupants. Or, dans un Etat normal, il faut des prisons. Les gens iront en prison qu’on en construise ou pas. La maison centrale de Conakry a été construite à l’époque coloniale, en 1930. A l’origine, sa capacité d’accueil était de 300 détenus. Aujourd’hui, il y a plus de 1600 détenus à la maison centrale de Conakry. Jusqu’à 70 à 80% des gens qui sont en détention à la maison centrale le sont de façon arbitraire. Il y a des femmes qui ont fait 8 ans à la maison centrale sans être jugées. Il y a des gens qui ont fait 7 ans, 8 ans, 9 ans sans être jugés. La dernière fois, on a défendu quelqu’un qui y a fait 10 ans. Cette personne a finalement été acquittée. Les cellules sont bondées... Il doit y avoir des centres d’apprentissage dans les prisons où les gens doivent apprendre des métiers pour qu’à leur sortie, ils puissent continuer leur vie comme les autres. C’est ainsi que sont les prisons chez les autres. Ici, les prisons sont considérées comme des endroits pour mourir. »*

***IA, Responsable des Réformes, Conakry :*** *« Les conditions de détention dans les prisons sont très déplorables à cause du manque d’infrastructures et de la mauvaise alimentation des détenus. Donc, nous avons un besoin très urgent d’infrastructures pour améliorer les conditions de séjour des citoyens en prison. »*

## IV.6 Corruption dans le secteur de la sécurité

Concernant la présence du phénomène de corruption dans le secteur de la sécurité, 71% des répondants estiment que c’est une pratique fréquente voire très fréquente. Cette opinion est plus partagée par les hommes (75% contre 69% pour les femmes). En tenant compte du niveau d’instruction, ce pourcentage est plus élevé chez ceux qui ont un niveau supérieur au primaire (80%) alors que ceux qui n’ont pas dépassé le primaire enregistrent 64%.

Par rapport au milieu de résidence, Conakry enregistre le pourcentage le plus élevé (86%), ensuite les villes de l’intérieur (69%) et enfin le milieu rural (68%).

# CHAPITRE V : RECOMMANDATIONS

* Poursuivre la formation continue des agents des secteurs de la justice, défense et sécurité ;
* Construire des Palais de justice et accroitre la capacité d’accueil des prisons existantes ;
* Renforcer l’indépendance du secteur de la justice ;
* Doter les services de la justice, de la sécurité et de la protection civile en ressources humaines, matérielles, logistiques et financières ;
* Harmoniser et publier les prix d’établissement des documents d’état civil ;
* Rajeunir et étoffer l’effectif de la police routière ;
* Mener des enquêtes de moralité avant tout recrutement dans les secteurs de la justice, de la défense et de la sécurité ;
* Poursuivre la mise en place de la police de proximité ;
* Encourager le dialogue entre les forces de maintien d’ordre et la population ;
* Encourager le recrutement des jeunes instruits dans les corps de défense et de sécurité ;
* Renforcer l’application de la loi à travers les sanctions et les récompenses ;
* Promouvoir l’éducation civique et citoyenne au sein des forces de défense et de sécurité ;
* Renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité en droit humanitaire international ;
* Mettre en place la Haute Cour de Justice ;
* Améliorer les conditions de vie et de travail des policiers ;
* Equiper la police scientifique ;
* Encourager les avocats à s’installer à l’intérieur du pays ;
* Construire et équiper des Cours d’Appel à Kindia, Labé et N’Zérékoré ;
* Accentuer les efforts en matière d’information, de sensibilisation, de formation et de motivation ;
* Faire respecter les principes sous régionaux, régionaux et internationaux en matière de justice et de sécurité ;
* Refaire les états généraux de la justice ;
* Renforcer les relations civilo-militaires ;
* Lutter contre la corruption, notamment dans le secteur de la justice ;
* Vulgariser les textes législatifs et règlementaires et favoriser leurs applications ;
* Rapprocher la justice des justiciables en construisant des maisons de justice de proximité ;
* Renforcer la participation de la société civile dans la mise en œuvre des réformes ;
* Créer des uniformes standards pour chaque corps des services de défense et de sécurité ;
* Renforcer la collaboration entre la justice, les forces de défense et de sécurité et les ONG de défense des Droits de l’Homme ;
* Réduire la lenteur des procédures judiciaires ;
* Publier les tarifs officiels des prestations à la justice, à la Douane, à la police, auprès des conservateurs de la nature, etc. ;
* Renforcer les capacités des agents de la justice et des forces de défense et de sécurité en matière d’éthique et de respect de la déontologie ;
* Vulgariser les textes de lois dans les langues nationales ;

# Annexe

**Coordonnateur :** Aliou BARRY

**Point focal :** Bangaly Camara

**Data Manager :** Yumba Inabanza

**Personnel de collecte**

**I. Equipe de Conakry :**

**Pour l’enquête qualitative**

***Superviseur :*** Massa GUILAVOGUI

***Animatrices :***

*1- Hawa BAH*

*2- Kadiatou DIALLO*

**II. Equipe de Conakry : Enquête quantitative**

Superviseur : Thierno Malick DIALLO

Enquêteurs :

1 – Aissatou Garanké BARRY

2 -N’Fansoumane CAMARA

3- Alpha Issiaga DIALLO

4- Djenabou SOUMAH

**V. Equipe de Faranah, Dabola, Kankan et Siguiri**

Superviseur : Noumouke Camara

Enquêteurs :

1. Ibrahima Kalil CAMARA

2. IbrahimaSory CAMARA

3. Saran Doumbouya

4- Lancinet DIAWARA

**III. Equipe de Mamou, Pita, Labé et Tougué**

Superviseur : Alpha Oumar DIALLO

Enquêteurs :

1. Mariama Bailo Diallo
2. Amadou Balde
3. Mariama Alpha Diallo
4. Malick Jamal Diallo

**IV. Equipe de Boké, Gaoual, Kindia et Coyah**

Superviseur : Bangaly Camara

Enquêteurs :

1- Mohamed Sylla

2- Fodé Naby SANKHON

3- Aboubacar GROVOGUI

4-Ahmadou Djoumessy

**VI. Equipe de N’Zérékoré, Guéckédou et Macenta**

Superviseur : Sékou I CONDE

Enquêteurs :

1- Ousmane Baba CAMARA

2- Norbert KOULEMOU

3- Germaine LOUA

4- Moussa Watta FOFANA

**Traitement des données qualitatives**

Djiba KABA

Mamadou Dabola DIALLO

**Extraction des données qualitatives pour le rapport**

Djiba KABA

Mamadou Dabola DIALLO

Bangaly CAMARA

Massa Guilavogui

Thierno Malick DIALLO

**Analyse et rédaction du rapport**

Aliou BARRY

Yumba INABANZA

Djiba KABA

Massa GUILAVOGUI

**Finances**

Alpha Oumar DIALLO

**Comptabilité**

Djenabou Barry

1. Résultats de l’enquête d’Afro baromètre Round6 menée sur toute l’étendue du territoire national en 2015 par Stat View International [↑](#footnote-ref-1)